

Les AMIS de La SEYNE ANCIENNE et MODERNE



« Le Filet du Pêcheur » : numéro spécial.

« *14-18 : la Grande guerre
et La Seyne* ».
(15 septembre 2014)

N° 132 – septembre 2014
Prix : 3 €
C.P.P.A.P. N° 0413G88902
I.S.S.N. N° 0758 1564



Siège Social :
Le Charles Gounod – Bât.2
Rue Georges Bizet
83500 LA SEYNE-SUR-MER
☎ / fax : 04 94 94 74 13
lefiletdupecheur.asam@gmail.com



LES AMIS DE LA SEYNE ANCIENNE ET MODERNE

Présidente : Mme Jacqueline PADOVANI.

Directeur de la Publication : M. Bernard ARGIOLAS.

Réalisation : M. Bernard ARGIOLAS, Mme Germaine LE BAS
et Mme Charlotte PAOLI.

Illustrations et mise en page : Mme Germaine LE BAS.

Photographies : Collections privées ou Internet libre de
droits.

Adresse e-mail : lefiletdupecheur.asam@gmail.com

Le Filet du Pêcheur

N° 132

4^e trimestre 2014

LE MOT DE LA PRESIDENTE

Comme ce 132^e bulletin de liaison est un numéro spécial, il paraîtra avec un peu de retard et notre session 2014-2015 est déjà bien commencée :

- L'exposition proposée par les trois associations patrimoniales : le Cercle Occitan, Histoire et Patrimoine Seynois et notre Société, inaugurée vendredi 12 septembre, à la Maison du Patrimoine, se tient jusqu'au 15 novembre.
- « 14-18 » : la Grande guerre et la Seyne », l'après-midi de conférences a eu lieu le lundi 15 septembre.
- Dans le cadre des Journées européennes du Patrimoine, la conférence de M. Jean-Claude AUTRAN sur l'« Eveil de la floraison dans le massif de Sicié, des terres gastes aux terres fertiles. » s'est déroulée en présence de Mme la Directrice de la Maison du Patrimoine le lundi 22 septembre.
- Le lundi 6 octobre, la conférence-vidéo, proposée par MM. Gérard et Jérôme JAMIN, « Jean COCTEAU, le surréaliste : sa première fresque murale en 1932 à la « Villa Blanche » à La Seyne-sur-Mer et son œuvre méditerranéenne » s'est tenue devant un bon auditoire.
- La sortie d'automne, le samedi 4 octobre à Carpentras, au cours de laquelle nous avons pu visiter l'Hôtel-Dieu, deuxième édifice le plus grand du Vaucluse, après le Palais des papes, s'est déroulée sous un ciel clément.
- Un début de session bien rempli ! Un grand merci à tous ceux qui contribuent à la bonne marche de notre Société. Bonne lecture.

Jacqueline PADOVANI

L'après-midi de conférences du 15 septembre a rencontré un réel succès. Les cinq interventions ont été vivement appréciées, et chacun s'est plu à reconnaître la grande qualité des passionnantes prestations. C'était le fruit d'un travail de longue haleine, sur dix-huit mois !! Encore merci à nos brillants conférenciers.

Nous espérons rencontrer le même intérêt lors de nos futures conférences ou après-midi à thème, avec un public toujours plus nombreux et motivé.

Bernard ARGIOLAS

Sommaire

Le Mot de la Présidente.	Jacqueline PADOVANI	Couv.2
Le Carnet.		Couv.3
<i>En guise d'introduction...</i>	Bernard ARGIOLAS	1
<i>1914-1948 : quelques jalons pour comprendre...</i>	Jacques GIRAULT	3
<i>Pourquoi s'intéresser à l'Italie dans le cadre de notre conférence sur la Grande guerre vue d'ici ?</i>	Charlotte PAOLI	19
<i>La Seyne, loin du front...</i>	Jean-Claude AUTRAN	25
<i>Les Seynoises dans la guerre : sujet de roman.</i>	Daniel GONZALES	37
<i>Pierre Renaudel : un député dans la guerre.</i>	Bernard SASSO	43

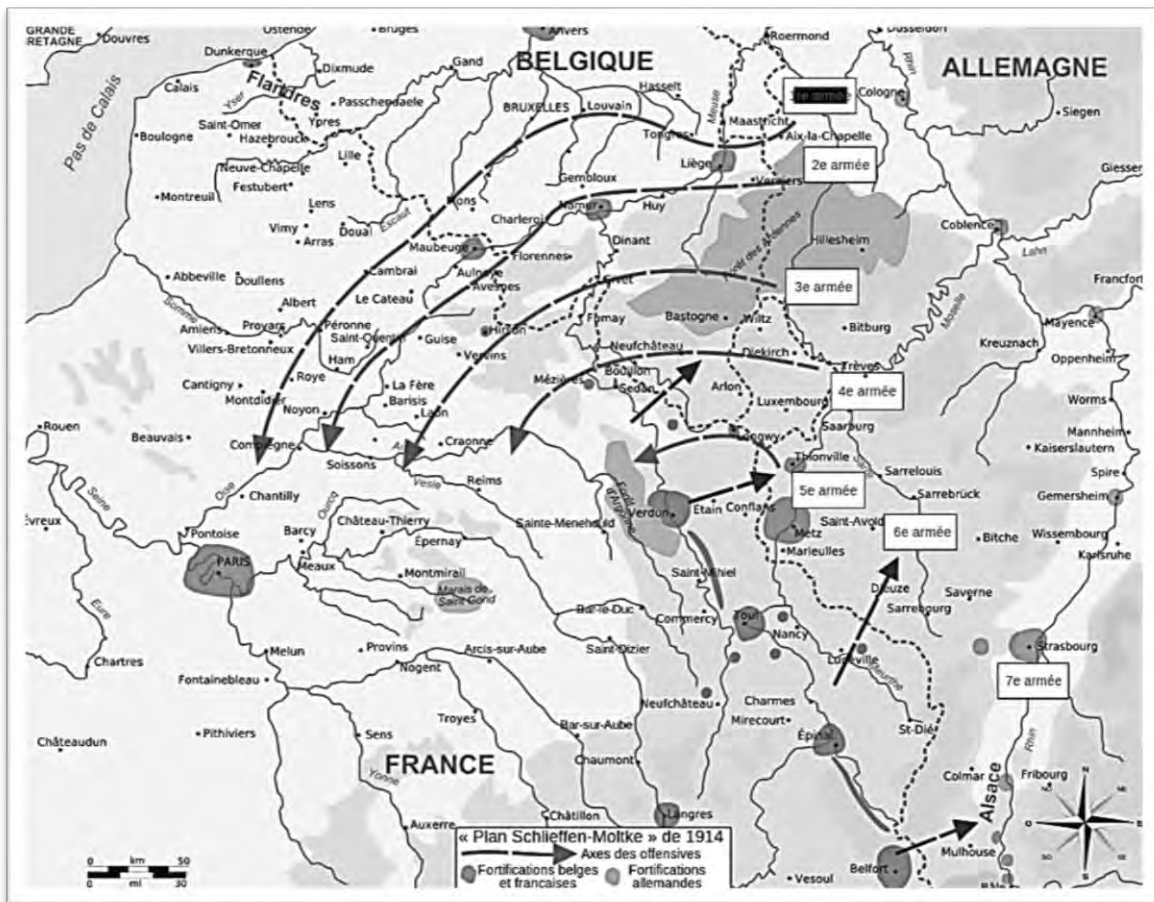
(Toutes les photos de ce numéro proviennent de collections privées et d'Internet libre de droits).

EN GUISE D'INTRODUCTION...

Notre après-midi de conférences est l'étape finale d'un long processus initié il y a plus d'un an. Nous souhaitons commémorer le centième anniversaire de la première guerre mondiale comme beaucoup d'autres associations.

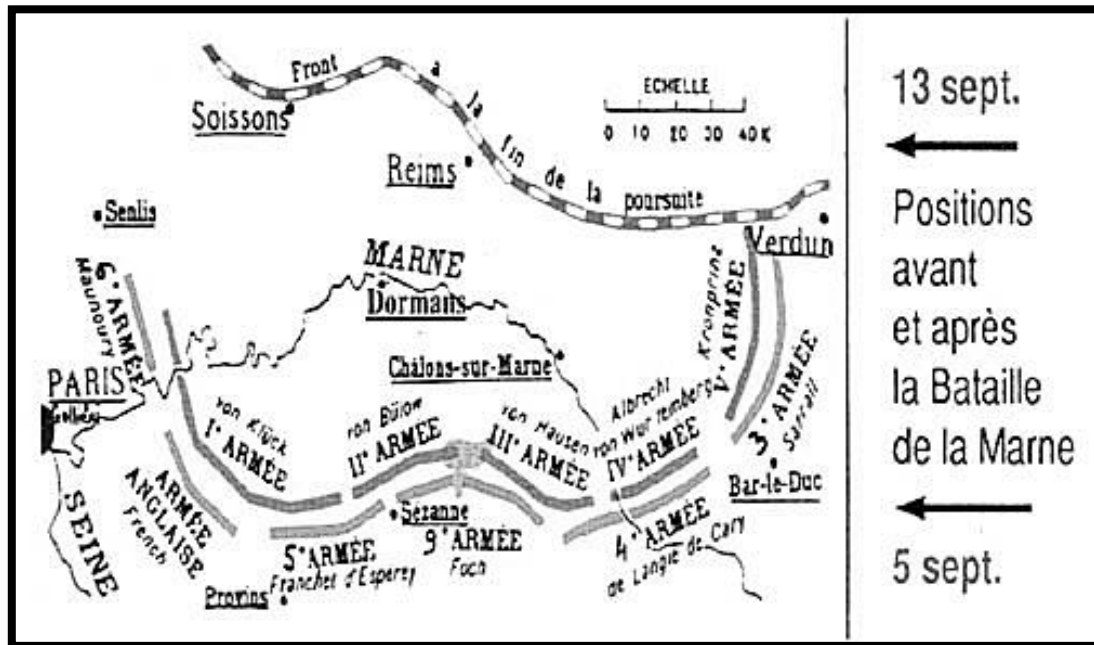
Deux actions essentielles ont alors été entreprises :

- D'abord, une exposition à la Maison du Patrimoine, commune à 3 associations : HPS, le Cercle Occitan, et nous, les Amis de La Seyne Ancienne et Moderne. Elle a été inaugurée vendredi soir et j'espère que vous serez nombreux à venir découvrir les multiples témoignages qui ont été rassemblés sur cette tragédie. Cette exposition va durer 2 mois.
- La deuxième action, c'est notre rencontre d'aujourd'hui. Nos 5 conférences ont pour but de vous montrer quelques aspects de la Grande Guerre, mais vue de La Seyne.
Mais tout d'abord, en guise d'introduction : Que s'est-il passé le 15 septembre 1914, il y a juste 100 ans jour pour jour?



La guerre a éclaté début août 1914. Le conflit dure donc depuis un mois et demi. Les Allemands avec leur plan Schlieffen d'offensives surprises par la Belgique envahissent notre territoire et Paris est menacé.

Entre le 5 et le 13 septembre 1914, c'est la célèbre victoire de la Marne sous la direction de Joffre, et elle permet de faire reculer les Allemands d'une centaine de kilomètres, après des combats très meurtriers.



Et désormais, commence la bataille de l'Aisne, début d'une impressionnante course à la mer, entre le 15 septembre, il y a donc juste un siècle, et la fin novembre 1914.

Les armées ennemies se font face désormais le long d'un front très étendu, où l'on s'enterre dans les tristement célèbres tranchées pour de longues années de souffrances et une épouvantable tuerie.

Bernard ARGIOLAS

1914-1918 : QUELQUES JALONS POUR COMPRENDRE...

I - Les causes du conflit et les forces en présence.

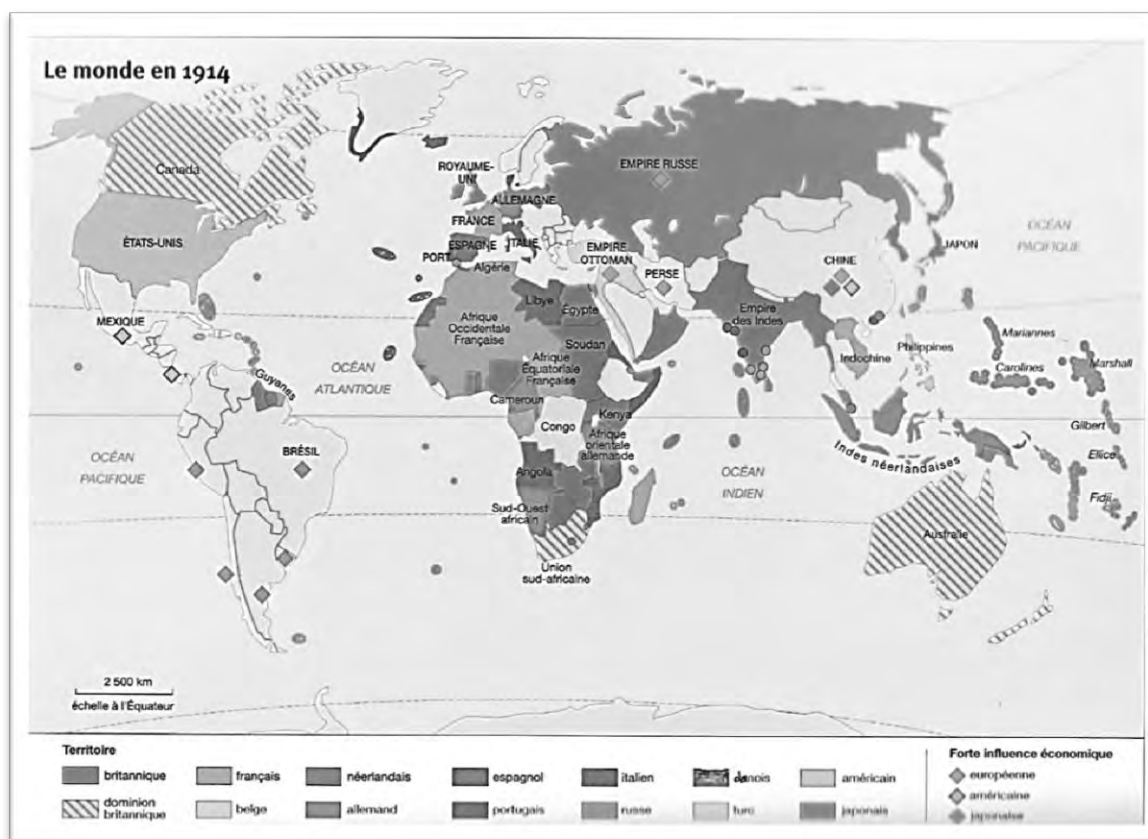
Nous sommes au cœur d'un débat historiographique qui s'est développé autour de deux hypothèses principales.

A) Les causes économiques sont souvent privilégiées.

L'ouvrage de Lénine, « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* », en 1916 analyse aux chapitres 5 et 6 le partage du monde entre les groupements capitalistes et les grandes puissances. La course à la conquête des richesses (matières premières), des marchés, des espaces pour investir caractérise les économies capitalistes en train de se développer. A la crise de la fin du XIX^e, a succédé une période de stabilisation de la puissance et d'accumulation des richesses. Mais le développement reste inégal selon les pays.

Lénine et tous ceux qui travaillent dans le même sens, distinguent :

- des pays, depuis longtemps industrialisés, tels que la France et la Grande-Bretagne, qui ont accru les territoires et les marchés par l'expansion coloniale,



- des pays qui ont connu une révolution industrielle récente, dynamique, qui se poursuit, mais ont des marchés et un empire colonial réduits, comme l'Allemagne ou le Japon. Ces économies viennent dans une période récente d'obtenir des marchés, des débouchés pour leurs productions ou leurs capitaux.

Des rivalités économiques se développent entre ces impérialismes, ainsi pour la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

- d'autres pays échappent à cette opposition et sont tournés vers d'autres logiques de développement, ainsi l'Autriche-Hongrie, l'Italie, la Russie ou les USA.

B) Autre grande explication.

La montée des nationalismes, phénomènes composites qui doivent être analysés en comprenant l'histoire intérieure de chaque pays, constituerait l'explication à privilégier.



Par exemple, entre la France et l'Allemagne, la défaite française en 1870-1971 conduit à la préparation de la revanche, avec un rôle de l'opinion, et des tensions nouvelles périodiques, comme à la suite de l'affaire du Maroc.

La Grande-Bretagne alors aide la France alors que la France aide le gouvernement britannique en Egypte.

Autre exemple, la Russie cherche depuis longtemps à s'étendre vers la Méditerranée, ce qui explique une tension permanente avec l'Empire ottoman.

Autres exemples : la situation dans les Balkans et les revendications des différentes nationalités. L'Empire des HABSBOURG cherche un équilibre entre les diverses populations des Balkans (Serbie,

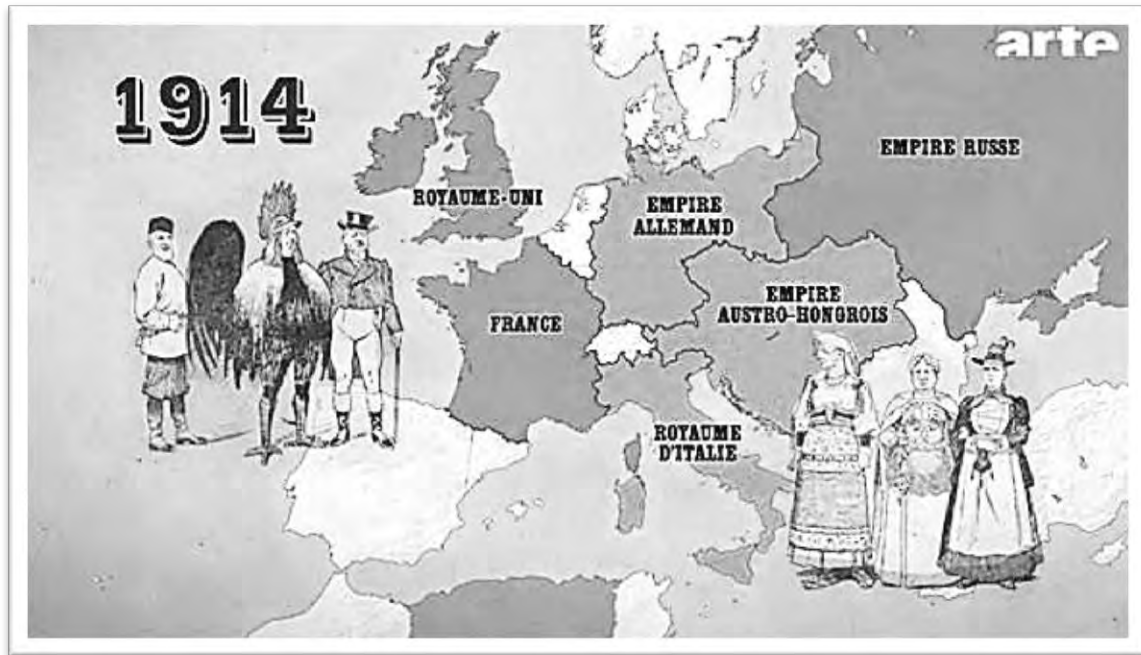
Bosnie, Croatie), alors que les Slaves du Sud, et notamment les Serbes, sont soutenus par la Russie. Les deux guerres des Balkans ont des objets divers et des résultats qui peuvent être remis en cause. Lors de la première (1912), l'Empire ottoman perd ses territoires européens. Lors de la deuxième (1913), la Bulgarie défaite perd ses récentes conquêtes.

C) Dans tous les pays.

Des mesures sont prises pour préparer une éventuelle guerre : lois militaires allongeant le service armé, accélération et augmentation des dépenses d'armement. Pourtant en général les peuples sont distants par rapport à la perspective de guerre. L'Internationale socialiste et les syndicats envisagent souvent la paix et pensent que les réactions des travailleurs imposeront le refus de la guerre.

Le déclenchement de la guerre est à mettre en relations avec les conséquences des grandes alliances :

- A la Triple Alliance ou Triplice entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Italie répond la Triple Entente associant France, Russie et Grande-Bretagne.
- Les traités liant ces nations prévoient des automatismes. Après un « incident imprévu » selon l'expression de Jean-Jacques BECKER, l'attentat de Sarajevo, le 28 juin 1914, contre l'archiduc François Joseph par des Serbes, l'Autriche-Hongrie réagit contre la Serbie, soutenue par la Russie, alliée de la France. L'attaque de l'Allemagne en Belgique, pays neutre entraîne l'entrée dans le conflit de la Grande-Bretagne.



II - La mobilisation, l' « Union sacrée ».

Partout, les forces politiques, les syndicats, les églises, les milieux économiques s'accordent sur l'idée qu'il faut assurer la cohésion du pays ; l'idée de défense nationale triomphe.

Or les partis socialistes avaient décidé de lancer une action internationale et nationale contre la guerre si elle se déclenchait.



Jean JAURES constitue un des acteurs les plus connus de cette volonté. Partout le contraire se produit et pas seulement en raison de son assassinat. Pourquoi ?

- Le sentiment national affecte toutes les couches de la population. Il a été entretenu depuis quelques années. Par exemple, les programmes de l'enseignement primaire exaltent le patriotisme et la revanche.

- Les milieux populaires restent en retrait dans leurs analyses des relations internationales.
- La propagande joue un grand rôle.
- Un seul exemple, *L'Est républicain*, grand journal quotidien, publie régulièrement en haut de la première page divers faits marquants de la veille. Le 5 août, alors que la guerre vient d'être déclarée, il publie une brève « Le curé de Moyenvic a été fusillé par des soldats allemands ». Imaginez les réactions attendues !
- Des menaces individuelles alimentent le climat. La police surveille. Il avait été créé un carnet B dressant la liste des 2 500 militants antimilitaristes à emprisonner en cas de conflit. Mais il ne sera pas appliqué en raison du ralliement de la CGT à la défense nationale.
- Les intérêts économiques immédiats l'emportent. On pense revenir pour les vendanges pour les cultivateurs des régions viticoles. Souvent dans le monde rural, l'analyse s'arrête aux limites du canton et le service militaire a été la seule occasion pour quitter son terroir.



Les actions mobilisatrices se multiplient :

- L'affiche « Ordre de mobilisation générale » imprimée avant le jour J comporte une partie en blanc qui devra être remplie par les mairies.
- Partout les assemblées votent des crédits de guerre.
- Des structures d'aide aux mobilisés se mettent en place.
- Les églises se rallient.
- Le pouvoir donne l'exemple, par exemple l'empereur d'Autriche-Hongrie surmonte sa peine après l'assassinat de son héritier à Sarajevo.
- L'union se fait dans les gouvernements avec l'entrée des socialistes : dès Vandervelde en Belgique, le 4 août, en France en septembre, en Grande-Bretagne en mai 1915. En Allemagne, la « paix civile » (*Burgfrieden*) se traduit par le vote par les socialistes des crédits de guerre, mais en septembre 1914, le vote contre de Karl LIEBKNECHT annonce en 1917 la scission dans le Parti social-démocrate.



- Enfin des péripéties inattendues sont exploitées. Par exemple, après l'assassinat de JAURES, lors de ses obsèques, le dirigeant de la CGT, Léon JOUHAUX, annonce son départ pour l'armée.



L'Union sacrée apparaît au début de l'été 1914. Les manifestations pour la paix ou les manifestations patriotiques, organisées en France et en Allemagne, cessent le 31 juillet quand la mobilisation est décidée. Le 4 août 1914, le président du conseil René VIVIANI lit à la Chambre des députés la déclaration du président de la République Raymond Poincaré : « la France sera héroïquement défendue par tous ses fils, dont rien ne brisera devant l'ennemi l'Union sacrée ».

Toutes les forces se rallient à la politique de défense nationale. Le patriotisme devient prioritaire et le curé prend sa part en poussant la brouette contenant un obus, selon l'illustration alors que les réceptionnaires arborent des vêtements rouge et bleu sur un pantalon blanc.

Cet état d'esprit constitue un phénomène durable, profond. Mais des craquellements apparaissent à la fin de 1915 aux causes diverses :

- les conflits sociaux se répandent sans que la presse leur donne écho,
- les divisions apparaissent dans les partis socialistes avec des minorités qui se réclament de la recherche d'une paix et en septembre 1917, en France, les socialistes refusent de participer aux gouvernements Painlevé puis Clemenceau en novembre 1917. Les prolongements sont ressentis lors du triomphe de la droite aux élections législatives de 1919 ou lors de la scission dans le Parti socialiste SFIO au congrès de Tours. Ailleurs en Europe, les conflits politiques pendant la guerre conduisent à des situations révolutionnaires.

III - La conduite de la guerre, l'ouverture du front d'Orient, l'affectation spéciale.

A) Le déclenchement de la guerre provient d'un épisode balkanique.

L'Autriche veut imposer sa loi à la Serbie qui refuse, d'où le jeu des alliances.

- deux péripéties stratégiques comptent : la Russie annonce la mobilisation, or elle sera lente. A cette annonce, l'état-major allemand réagit en violant la neutralité belge car il ne veut pas se battre sur les deux fronts, d'où l'idée de gagner rapidement à l'Ouest
- Cet épisode provoque l'entrée en guerre rapide de la France et de la Grande-Bretagne.
- Tout au long du conflit, des phénomènes nouveaux viennent compliquer l'affrontement (entrée en guerre de l'Italie, de la Roumanie, des USA d'un côté, de la Turquie, de la Bulgarie de l'autre)

B) Pourquoi la guerre dure alors que l'on s'attendait à une guerre plus courte et plus localisée ?

Les explications générales influent sur les stratégies. Les succès militaires privilégient au début les puissances centrales. Pourquoi n'imposent-elles pas la paix ? Une paix fixerait les forces or l'espoir de gagner plus de puissance constitue une explication. Le camp adverse a une puissance spatiale mondiale car la mer lui ouvre des possibilités de durée.

LA GUERRE	1914	1915	1916	1917	1918	1919
T E R R E S T R E	- Attaque allemande Victoire alliée de la MARNE. (Septembre).	-TROIS FRONTS. -Bataille de CHAMPAGNE. -Génocide des ARMÉNIENS par les TURCS.	V E R D U N - La SOMME	-Le « chemin des DAMES ». - La FLANDRE. -Défaite italienne de CAPORETTO. -MUTINERIES. -Les révolutions russes.	-Paix de BREST-LITOSK : le front russe n'existe plus. (mars). -ARMISTICE DU 11/11/1918.	LE TRAITE DE VERSAILLES. (28/06/1919.)
	GUERRE DE MOUVEMENT.	GUERRE DE POSITION. [LES TRANCHEES].			GUERRE DE MOUVEMENT.	
M A R I T I M E		-Blocus de l'Allemagne.	-GUERRE SOUS-MARINE. -Entrée en guerre des Etats-Unis. (avril).			

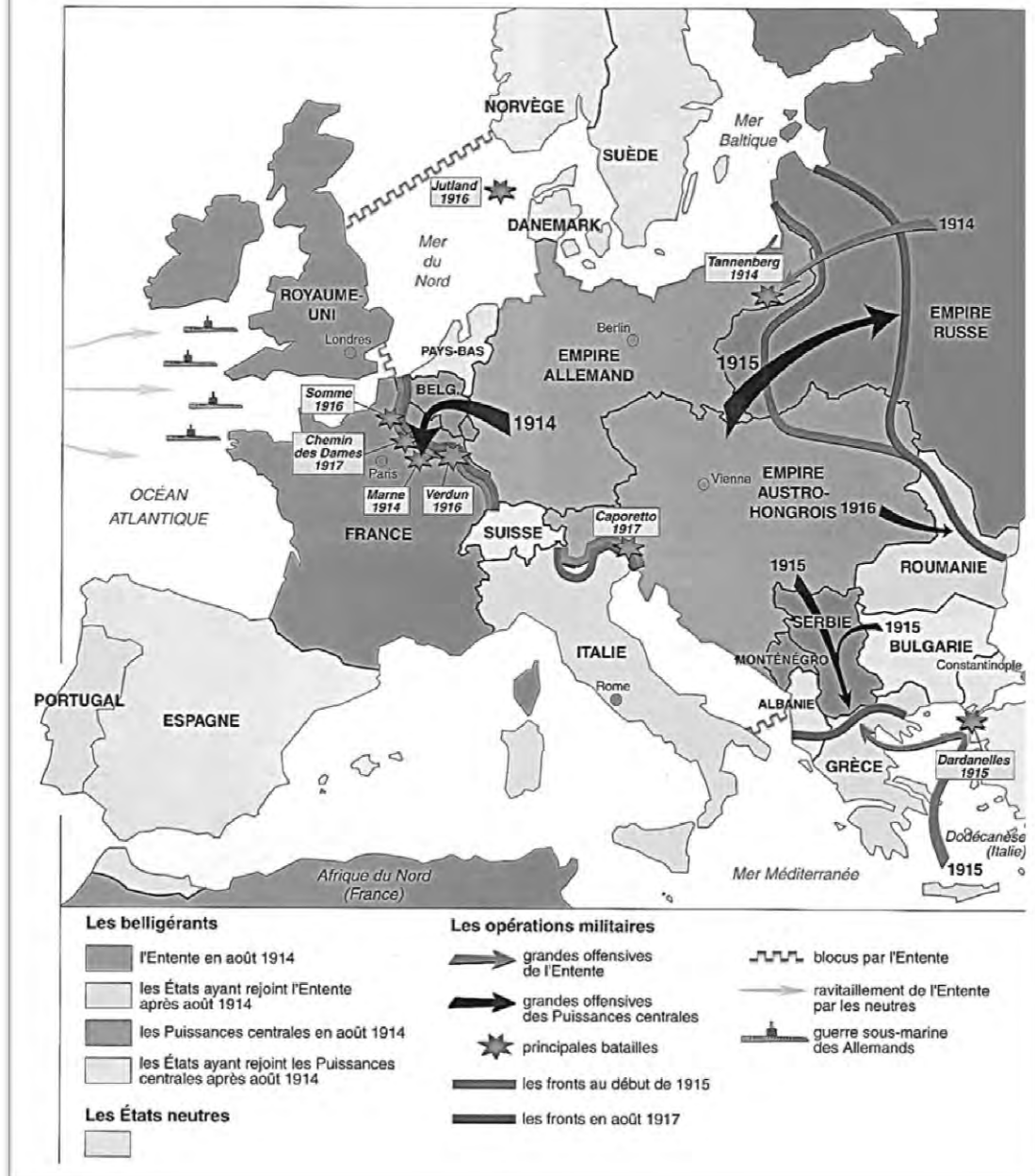
C) La conduite des opérations militaires semble primordiale.

Les tactiques, à partir de la mi-1915, contribuent à allonger le déroulement des opérations : l'usure pour les Allemands, le grignotage pour les franco-anglais, expression chère à Joffre qui expliquait « Je les grignote ».

Plusieurs séquences se succèdent :

- En 1914, le plan Schlieffen veut battre la France en passant par la Belgique puis se retourner à l'Est. La France demande à la Russie d'attaquer et la défaite de Tannenberg intervient. L'offensive allemande est stoppée en septembre 1914 (Marne). Les plans des états-majors sont donc remis en cause. Les fronts se fixent en France à l'Ouest et, à l'Est, de la Baltique à la Roumanie.
- En 1915, s'organisent pour la défense des positions l'aménagement des tranchées pour les Allemands, la préparation de la percée pour les anglo-français, l'utilisation des gaz, la préparation d'artillerie plus importante.
Les Allemands font des efforts sur le front oriental. L'entrée en guerre de l'Empire Ottoman Turquie présente un risque pour le canal de Suez, d'où la décision de l'ouverture d'un front oriental en mars 1915, en Grèce en 1915, en Arménie en 1916, en Palestine en 1917.

La guerre de 1914 à 1917



- En 1916, en février, débute l'attaque allemande sur Verdun. L'offensive anglaise sur la Somme en juillet entraîne de fortes pertes en France. JOFFRE autoritaire affronte la contestation de parlementaires qui veulent être associés à la conduite de la guerre tandis qu'en Allemagne, HINDENBURG et LUDENDORF incarnent la puissance du haut-commandement. Pour le seul LUDENDORF, l'attaque se produit après une courte préparation d'artillerie qui n'intervient qu'au dernier moment, pour surprendre. Cette tactique réussit souvent.
- En 1917, la lassitude domine. Elle correspond avec l'offensive pour la paix en France, avec les grèves en France et en Grande-Bretagne, avec la guerre sous-marine totale en Allemagne. Il en résulte, en avril, l'entrée en guerre des USA, la révolution de février en Russie, un malaise en France, l'arrivée au commandement de Pétain et Foch et en novembre la défaite italienne.

- En 1918, les attaques allemandes entraînent la résistance alliée et la contre-offensive en Orient. Par la suite, l'offensive alliée conduit à aux armistices et à l'effondrement de l'Autriche.

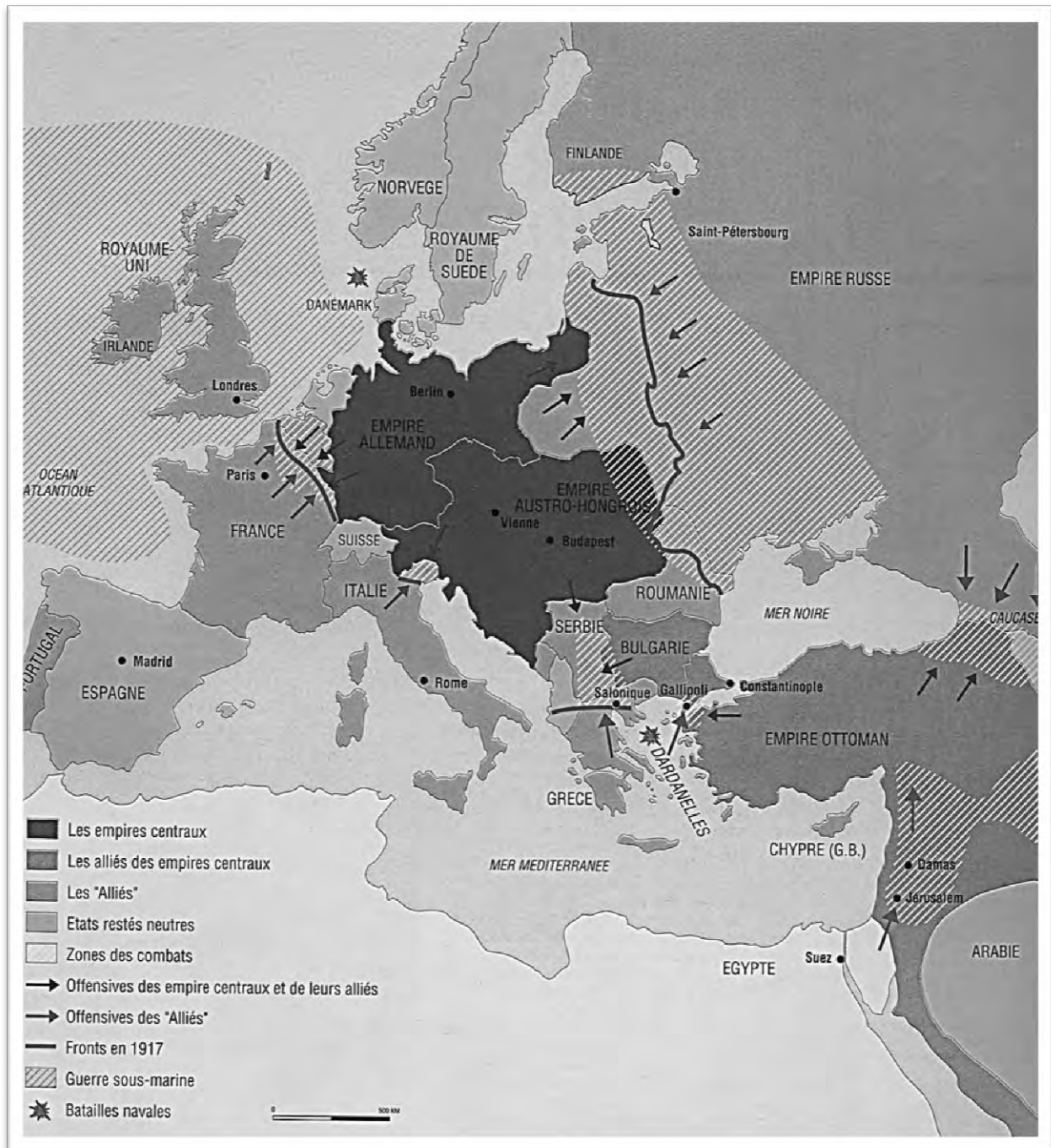
En Allemagne, le commandement des opérations n'échappe pas aux militaires. En France, la situation n'est pas aussi assurée. Trois officiers généraux se succèdent, tous nés dans les années 1850. JOFFRE tout d'abord, le Républicain, stabilise le front sur la Marne, refuse toute ingérence des parlementaires. Il est remplacé en décembre 1916 après l'échec de l'offensive sur la Somme. Foch, à partir de mai 1917, homme de droite, incarne l'audace et l'ardeur. Il veut attendre les Américains mais les Allemands rapatrient leurs troupes de l'Est. Enfin PE-TAIN qui refuse l'offensive, veut développer l'artillerie, épargner les pertes humaines attendre l'utilisation des chars et garder des réserves.



D - Tous les belligérants prennent conscience que la question du matériel se pose.

Il en résulte des initiatives d'affectation spéciale. En France, au début de la guerre, la mobilisation frappe tous les hommes. Quand la guerre se fixe en septembre 1914, le manque d'armement commence à se faire sentir. Partout les ouvriers sont prélevés des fronts et envoyés dans les usines. Cette mesure nuit à l'unité des combattants sur le front et provoque une rupture car elle concerne surtout les plus âgés. D'autre part, les affectés spéciaux (500 000 en 1917) sont souvent considérés, par leurs camarades du front, comme des embusqués, non mobilisés, éloignés du péril qui menace. D'où l'apparition en décembre 1915 d'une Ligue nationale contre les embusqués. D'autre part, les femmes, les populations coloniales, les étrangers complètent cette main-d'œuvre.

IV - L'Europe pendant le conflit, sauf l'Italie.



A) Dans une première période, des expansions spatiales amènent un renforcement des puissances centrales.

Elles s'ajoutent aux dominations en Belgique, dans le Nord et l'Est de la France, en Pologne et dans certaines possessions russes. Il s'agit de l'annexion de la Serbie en 1915, des conséquences de la défaite de la Roumanie en 1916, de l'invasion de l'Italie en 1917 et de l'occupation d'une partie de la Russie à la suite de la révolution et de la future paix de Brest-Litovsk (mars 18).

Mais ces succès restent incomplets car des réactions se produisent. La situation demeure instable. Par exemple, l'avancée des troupes allemandes en août 1914 a été stoppée par la bataille de la Marne ou par des succès partiels des forces de l'entente. Autre exemple en juillet 1916, lors de la bataille de la Somme, l'offensive britannique dans la Somme se poursuit pendant six mois pour une avancée de 10 kms au prix humain particulièrement élevé (600 000 tués du côté de l'entente, 450 000 tués du côté des puissances centrales).

Par la suite, les échecs se multiplient pour les puissances centrales. Ainsi la guerre d'usure décrétée par l'Allemagne échoue avec Verdun (1916).

L'arrêt des combats après la paix séparée de Brest-Litovsk est compensé par l'arrivée des troupes américaines.

En dépit de ces quelques succès, le moral des troupes allemandes décroît d'autant que le blocus provoque une crise en Allemagne qui s'accompagne des effondrements en 1918, des défaites militaires, de la défaite d'alliés comme la Turquie. Le front autrichien se craquelle et l'effondrement politique se produit.

B) Quelques situations particulières pour les belligérants.

1) Voyons tout d'abord du côté des alliés de la France :

- *La Grande-Bretagne*, menacée par les industriels allemands depuis le début du siècle, voyait la remise en cause de son contrôle du télégraphe. Dans son empire, des dominions connaissent des agitations nationales. Le règlement de la question irlandaise et le Home Rule sont différés. Elle veut conserver le contrôle du canal de Suez essentiel sur la route des Indes. Il en résulte l'ouverture d'un front au Sud-Est de l'Europe (Dardanelles). Sa situation intérieure est menacée par les grèves de 1917, conséquences des conditions de vie difficile. Il en résulte un contrôle accru de l'Etat.
- *La Russie* rurale s'industrialise. S'aggrave une sérieuse crise de la société traditionnelle. Le tsar NICOLAS II est faible. Alliée de la Serbie, elle subit des défaites militaires au début. La révolution de février 1917, l'abdication de NICOLAS II entraînent une désintégration intérieure et une désorganisation militaire. La tentative de reprise militaire échoue. D'où sa sortie de la guerre après la seconde révolution.
- *L'Italie* qui entre dans la guerre en mai 1915, connaît des défaites successives en 1916.
- *La Serbie*, attaquée en 1915, subit des défaites et son armée est sauvée par ses alliés français et britanniques.
- *La Roumanie* s'engage dans la guerre en 1915 et perd des positions à l'automne 1917.

2) Que se passe-t-il dans les puissances centrales et leurs alliés ?

- Commençons par *l'Allemagne*, Guillaume II organise la défense de ses positions sur le front et aménage les conditions de vie sur le front de ses troupes. Très tôt, ses efforts lui rapportent une partie non négligeable des territoires français et de l'essentiel de la Pologne. Les émeutes de 1917 annoncent les défaites de l'année suivante et l'abdication de

- Guillaume II en septembre 1911. La République signe l'armistice tout en affrontant la révolte d'ouvriers et de soldats.
- Dans l'*Autriche Hongrie*, les revendications nationales des minorités tchèques, polonaise, seules, sont prises en compte à la différence de celles des slaves du Sud et des Italiens. L'empereur François-Joseph, coupé du monde extérieur, gouverne peu. Des émeutes en 1917 précèdent les défaites militaires de 1918 en Macédoine. Le pouvoir impérial reconnaît que l'Etat est fédéral et que les nationalités poussent à l'autonomie. Se détachent alors de l'empire les Tchèques, les Slovènes, les Croates, les Polonais, les Hongrois. Le 3 novembre 1918, le gouvernement demande l'armistice.
- *L'empire ottoman*, agité par le mouvement des Jeunes Turcs, par les minorités d'Arménie, des régions arabes, du Caucase. Il s'allie avec l'Allemagne, menace sur le canal de Suez, veut agrandir son territoire. Les alliés débarquent à Gallipoli en avril 1915, mais renoncent. Les Anglais prennent Jérusalem à la fin de 1917.
- *La Bulgarie* rejoint la Triplice à l'automne 15.

Résumons, au-delà des alliances, retenons que les peuples des Balkans se déchirent et revendiquent la reconnaissance. Partout des grèves se produisent en Roumanie, en Bulgarie, en Serbie. Les peuples et territoires moins puissants sont des objets de convoitises (Macédoine et Monténégro par exemple).

A côté des belligérants, les neutres subissent aussi les conséquences du conflit, ainsi la Finlande reste méfiante par rapport à la Russie. Et les églises comme nous l'avons vu, épousent le plus souvent la cause des Etats en guerre.

V - Les USA, l'entrée en guerre, 6 avril 1917.

La politique extérieure des Etats-Unis s'inspire de la Doctrine de Monroe depuis 1823. Les Européens n'interviennent pas en Amérique et les Etats-Unis restent neutres dans les conflits européens. Le démocrate, fidèle de l'Eglise presbytérienne, le président Thomas Woodrow WILSON, élu en 1912, réélu en 1916, proclame la neutralité de son pays qui profite aux USA.

L'entrée en guerre s'explique notamment par la stratégie de blocus de l'Allemagne qui impose le contrôle des mers pour lequel la supériorité britannique est incontestable, d'autant qu'après la seule bataille navale au Jutland (31 mai 1916), la flotte allemande se retire. Car l'Allemagne développe la construction de 350 sous-marins utilisés pour attaquer les navires de commerce.

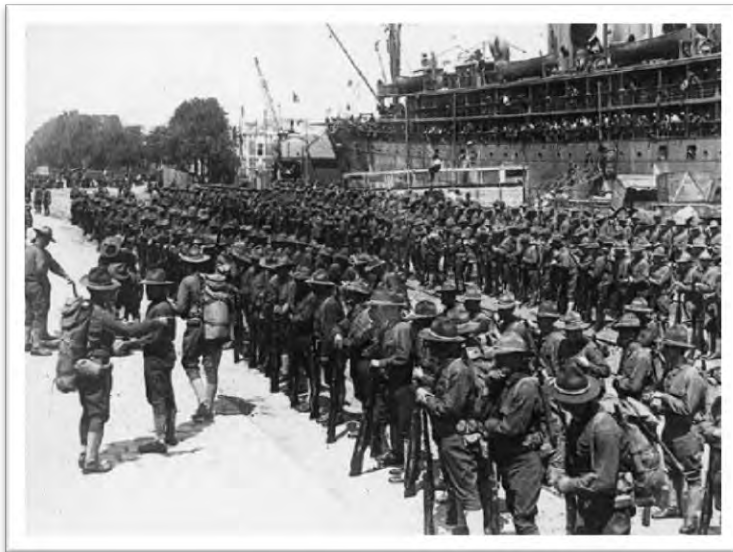
Thomas Woodrow WILSON



La guerre sous-marine se déroule. Le torpillage du paquebot anglais *Lusitania* en est la manifestation la plus tragique d'autant que 128 morts sont américains. Cette guerre sous-marine aboutit à la mise en accusation de l'Allemagne par les pays neutres d'autant qu'elle gêne considérablement les exportations américaines vers la France et ses alliés. Et dans le même temps, l'Allemagne s'occupe étroitement de la politique du Mexique.



Mais, l'engagement financier en Grande-Bretagne des USA qui vendent beaucoup à ses alliés, renforce la prospérité et la croissance de l'économie américaine. Les banques américaines prêtent aux alliés de la France. Les importations en France en 1916 se traduisent pour les USA par la fourniture de 50% des céréales, 77 % du coton, 91 % des armes, 90 % du pétrole. Mais alors comment se régleront les dettes interalliées ? Notons qu'une délégation française suit ces achats aux Etats-Unis. Jean MONNET en est un des animateurs.



Une active propagande de l'entente influence l'opinion américaine.

Pour mener une guerre, il faut une armée permanente. L'armée américaine comprend 100 000 hommes et avec d'autres forces, atteint le total de 200 000 hommes. Dans ces conditions, le service militaire obligatoire est établi (ouverture de 32 camps d'instruction, appels aux officiers instructeurs européens encadrent 3 millions mobilisables). Ces troupes sont envoyées en France

progressivement (40 000 en octobre 1917, 160 000 en janvier 1918, un million en septembre 1918). Le gouvernement américain instaure un contrôle de l'industrie et des chemins de fer. La mobilisation économique s'instaure.

Cette intervention s'explique aussi par un projet politique international. Le président Wilson veut construire une paix durable et annonce en janvier 1918 ses Quatorze points dont la création d'une organisation internationale, la conduite des relations internationales au grand jour, l'instauration de la liberté de commerce, du contrôle des armements, la proclamation de autodétermination des populations. Mais les Républicains retrouvent la majorité au congrès après la guerre. Ils rejettent le traité de paix et la participation des USA à la Société des Nations.

VI - La paix, un espoir, les tentatives.

Le combat pour la Paix était mené avant 1914. En France, le mouvement « La Paix par le droit » est animé par des protestants. En Allemagne, des groupes d'intellectuels et de femmes élaborent des actions pour la Paix. Mais une idée générale domine : en cas d'attaque, la participation à la défense s'impose. La conscription n'est pas critiquée ouvertement.

Les Partis socialistes et les syndicats luttent pour la paix mais désapprouvent l'antipatriotisme de petites minorités.

L'objection de conscience en Angleterre se développe avec la mise en place de la conscription en 1916, mais parallèlement la création au sein de l'armée d'un corps de non-combattants est décrétée.

Pendant le conflit des tentatives de paix se succèdent.

Dans les minorités socialistes et syndicalistes se développent des courants pacifistes en Autriche, en Allemagne, en France où la rupture avec l'Union sacrée est souhaitée. Lors de la réunion de minoritaires de Zimmerwald (septembre 1915), le manifeste adopté énonce : « les peuples doivent rétablir la paix ». La nouvelle rencontre à Kienthal (avril 1916) appelle à la paix immédiate sans annexion.



Rosa LUXEMBOURG

En Allemagne, l'aile gauche du Parti social-démocrate préconise la recherche de la paix avec pouvoir aux travailleurs (les conseils, Rosa LUXEMBOURG).

La conclusion de la Paix de Brest-Litovsk (3 mars 1918) intervient après des négociations qui commencent en décembre 1917. Elle impose au gouvernement bolchevik l'évacuation de l'Ukraine, de la Biélorussie, la renonciation à la Pologne et aux Pays Baltes. De plus la Russie doit verser une indemnité de 94 tonnes d'or

Au début de la guerre, des intellectuels affichent leur pacifisme et Romain ROLLAND exprime son choix de rester « Au-dessus de la mêlée » dans un article en septembre 1914. A Cambridge, autour de Bertrand RUSSEL, la défense de la paix et de l'objection de conscience se développent.

En France, Des hommes politiques, tel Joseph Caillaux, président du Parti radical, mobilisé en 1914, puis rendu à la vie civile, avait fait dans le passé des efforts pour le rapprochement avec l'Allemagne. Son activité pendant la guerre est surveillée de plus près avec l'arrivée de CLEMENCEAU. Il est accusé d'intelligence avec l'ennemi, de trahison, et son immunité parlementaire est levée en décembre 1917.



BENOIT XV, pape depuis 1914 avait échoué dans sa volonté de maintenir l'Italie dans la neutralité. En août 1917, il lance un appel soulignant que « Le monde civilisé » risque de devenir « un champ de mort ». Il souhaite une politique de neutralité.

Il propose un règlement rapide du conflit par des accords sur certains points. Notamment il demande d'accepter que l'Alsace-Moselle reste allemande. Cette initiative est refusée par les belligérants. Les Alliés surtout estiment que le temps joue en leur faveur. CLEMENCEAU peut même écrire qu'il s'agit d'une « paix allemande ».

Enfin des mutineries de soldats se répandent.

En France, après l'offensive Nivelle en Champagne, au printemps 1917, des unités refusent de monter au front (lassitude plus que révolte, demande des permissions, arrêt des offensives inutiles). On compte 250 actes d'indiscipline dans deux-tiers de l'armée. 3 427 soldats condamnés, dont 554 à mort, et seulement 49 sont exécutés auxquelles doivent s'ajouter des exécutions camouflées.



Mais il y a peu de mutineries dans l'armée anglaise tandis que des mutineries se produisent dans les armées autrichiennes, italiennes, russes.

Ces dernières précèdent souvent un effondrement moral des armées :

- en Russie, l'offensive de juillet 1917 se termine par un refus de combattre ;
- en Allemagne, le 27 octobre 1918, les marins se révoltent puis le mouvement s'étend aux armées avec la constitution de conseils.

VII - Les conditions de vie au front et à l'arrière.

A) Le front.

Quelques données chiffrées s'imposent. Durant le conflit, parmi les 70 millions de mobilisés, 9 millions meurent au combat, 1,3 millions en France, 20 millions sont blessés, dont 3,6 millions en France. Ajoutons à ces chiffres les nombreux prisonniers.



Cette tactique explique le nombre élevé des victimes et le début de démoralisation des combattants. La violence de guerre s'établit.

Le choix de fixer les fronts explique le décor bien connu de tranchées, d'abris, de barbelés. Les conditions de vie imposées associent le froid, l'humidité, la poussière et la chaleur. A ces conditions externes, s'ajoute la présence de poux et autres parasites. S'impose alors la rotation des hommes. Le vocabulaire des tranchées se répand et le sigle « PCF » se décrypte en "pauvre couillon du front".



La guerre est prévue pour être courte ; cela explique la bonne humeur des mobilisés en août 1914.

Les opérations sont souvent improvisées par des chefs qui appliquent ce qu'on leur a enseigné à l'Ecole de guerre en France, l'offensive domine et sera appliquée jusqu'en 1916.



Mais à l'est, la guerre de mouvement provoque encore plus de victimes. Les opérations militaires accordent un rôle à l'artillerie.

L'utilisation des gaz commence à Ypres, le 22 avril 1915.

Des armes de plus perfectionnées apparaissent les lance-flammes, les chars.

Le matériel aussi évolue : les avions permettent l'observation des positions de l'adversaire ; les sous-marins commencent à se répandre.

Une solidarité du front s'établit qui explique le succès après le conflit, du mouvement et des associations locales d'anciens combattants.

Les soldats tiennent pourtant. Les interprétations alors opposent ceux qui privilégient l'encadrement disciplinaire et la contrainte. Mais aussi la force du sentiment national, ancré chez les mobilisés, joue son rôle.

Toutefois avec la montée du pacifisme, des mutineries éclatent. Il y a aussi à la fin du conflit, une crise morale des Allemands, des Russes.



En conclusion, des cas d'indiscipline et de refus de combattre se sont produits partout pendant tout le conflit. Les sanctions prises et notamment la condamnation à mort ne transmettent qu'un exemple particulièrement douloureux de la contrainte imposée aux militaires par tous les gouvernements. Une approche peut être tentée de l'ampleur du phénomène par les exécutions capitales, les « fusillés pour l'exemple » comme ils sont désignés.

En France, plus de 600 ont été trouvés, chiffre inférieur à celui de l'Italie, 750, supérieur aux exécutions britanniques 330. Mais combien d'exécutions ou de règlements de compte clandestins ont échappé à la justice militaire ?

B) L'arrière.

A l'arrière plus ou moins éloigné des opérations, la surveillance s'accroît. Le contrôle postal impose la discrétion et le mensonge. Partout la propagande impose une grille d'explication. Les appels à la générosité publique, les réquisitions de bâtiments publics pour aménager des hôpitaux paralysent le fonctionnement de certains établissements publics, enlevés notamment à l'enseignement.

La vie en France, en Grande-Bretagne et la conduite de la guerre est assurée par les pouvoirs civils.

Les gouvernements interviennent dans l'économie. Il n'en va pas de même dans les empires centraux où le rôle des militaires s'accroît.

L'arrière, dans tous les pays industrialisés, devient une usine.

La production des armements entraîne la modernisation des entreprises et les débuts de la rationalisation, avec le développement des OS.

La croissance des fortunes devient la règle. L'inflation tout au long de la période favorise ceux qui vendent. Mais en France l'Etat veille à maintenir les droits sociaux et à les développer, à la différence de l'Allemagne.

Les affectés spéciaux imposent des règles aux industriels. Exploités, ils sont parfois à la tête des protestations, mais la menace de renvoi au front les freine. A partir de 1917, dans tous les pays belligérants, des grèves, des défilés demandent des augmentations de salaires.

Partout le manque de main œuvre est à l'origine d'entrée dans la production de jeunes, d'étrangers, de coloniaux, et de femmes. Pourtant, les tensions sociales se maintiennent. La baisse de la natalité entraîne un vieillissement de la population.

Enfin, la guerre terminée, il faudra reconstruire une partie du pays et des activités. Pour cela, tous les pays traversent la même situation où une fraction de la population devra panser les plaies, financer la prise en charge par les états de charges nouvelles qu'on lui impose.

Jacques GIRAULT

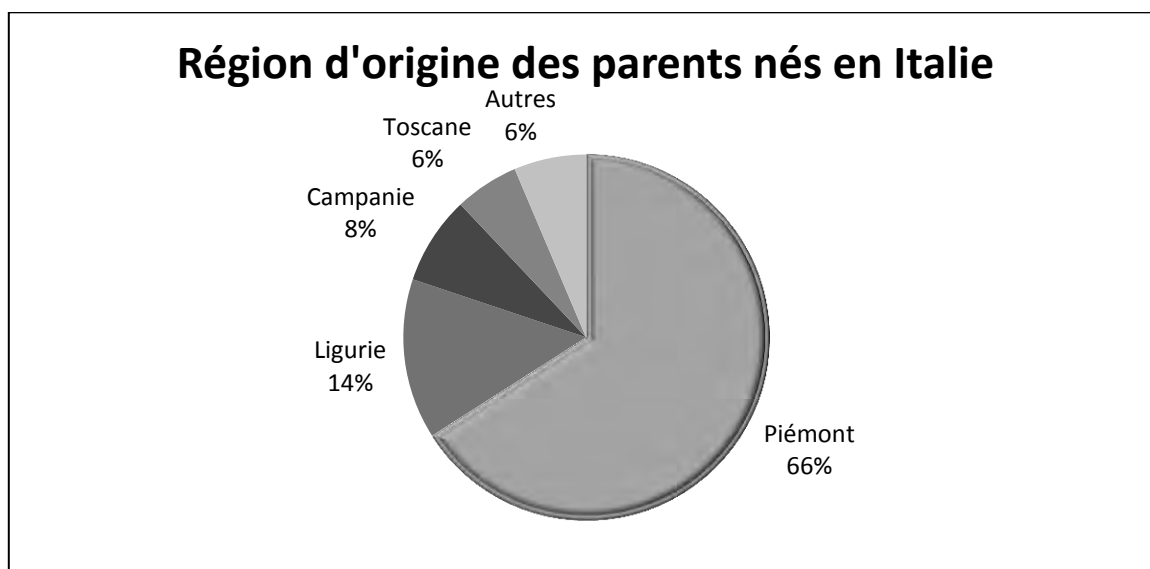
POURQUOI S'INTERESSER A L'ITALIE DANS LE CADRE DE NOTRE CONFERENCE SUR LA GRANDE GUERRE VUE D'ICI?

Si on regarde le monument aux morts de la Seyne ou que l'on parcourt la liste des victimes seynoises de cette guerre, le nombre des patronymes à consonance italienne attire l'attention.

Si on s'intéresse au pays d'origine des parents de ces soldats morts pour la France, on constate que 18,5% ont au moins un parent né en Italie, presque 10% ont leur deux parents nés de l'autre côté des Alpes.

Nombre total de victimes seynoises	453
Victimes avec au moins un parent né en Italie	84
Victimes avec deux parents nés en Italie	48

Voici maintenant un graphique qui illustre l'origine géographique des 141 parents nés en Italie



Or, les soldats seynois d'origine italienne morts pour la France sont engagés dans l'armée française, ils sont donc Français. On sait qu'au début du XX^e siècle, un nombre important d'immigrés italiens vit et travaille à La Seyne et nombre d'entre eux ne sont pas naturalisés français. Le déclenchement de la guerre va être source de difficultés pour eux puisqu'en août 1914 l'Italie ne fait pas partie des alliés de la France. Elle reste neutre mais ses





ressortissants en France n'en sont pas moins considérés comme des ennemis éventuels.

Quel choix ont ces immigrés qui ont bien souvent quitté leur pays pour échapper à la misère ? Ils craignent d'être renvoyés en Italie ou d'être emprisonnés. Certains dès le 3 août 1914 se présentent pour s'engager comme volontaires. Environ 5000 d'entre eux s'engagent dans la Légion Etrangère et le 5 novembre 1914, seront regroupés au sein du 4^e Régiment de Marche appelé la « Légion Garibaldienne » en raison de la présence de plusieurs petits-fils de Giuseppe GARIBALDI. Envoyée en Argonne, cette Légion Garibaldienne sera décimée puis elle sera dissoute au

printemps 1915 lors de l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés des Alliés.

Dès lors l'Italie réclame le retour de ses ressortissants vivant à l'étranger pour qu'ils combattent sur le front italien contre les troupes autrichiennes. Beaucoup de ces légionnaires italiens ne souhaitent pas rentrer et sont reconduits en Italie manu militari. C'est notamment le cas de Lazare PONTICELLI bien connu en France car il a été le dernier Poilu décédé en 2008.

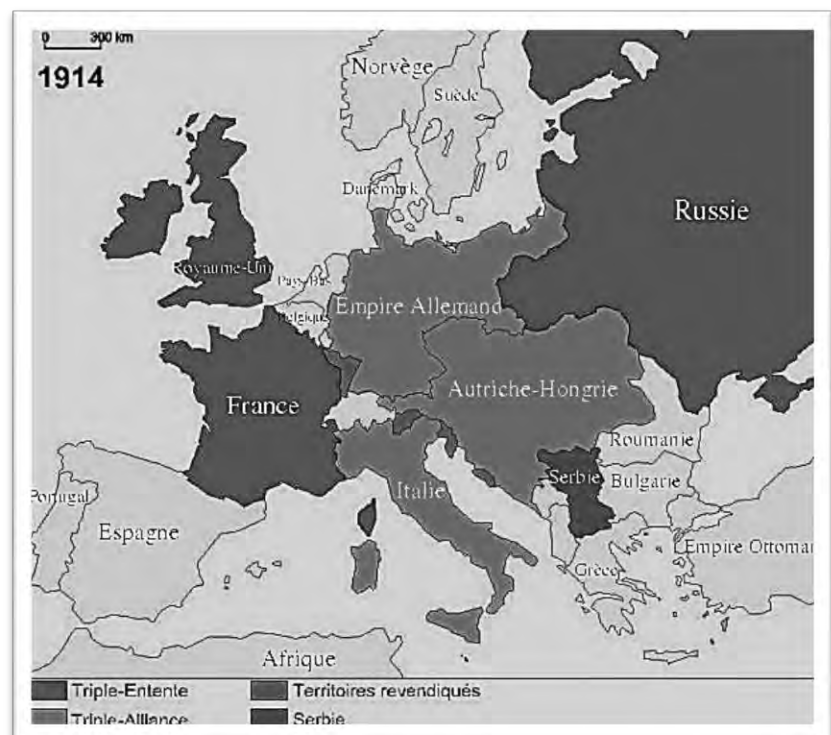
Examinons maintenant le déroulement de la Grande Guerre du côté italien.

L'Italie dans la première guerre mondiale.

En 1914, le royaume d'Italie, dont l'unité n'é été achevée qu'en 1871 avec l'établissement de sa capitale à Rome, est un petit pays par rapport à ses grands voisins européens.

1882 : La Triple Alliance.

Désireuse de ne pas rester isolée, l'Italie a conclu en 1882 la **TRIPLE ALLIANCE** avec l'Autriche –Hongrie et l'Allemagne, face à la **Triple Entente** qui réunit la Russie, la France et la Grande-Bretagne.



1914 : La neutralité.

Lorsque la guerre éclate, elle reste neutre (déclaration du 3 août 1914). Le pays n'est prêt ni économiquement ni militairement. En effet, son économie est à 50% agricole et l'industrie ne commence à se développer que dans quelques centres du Nord. Quant à son armée, elle manque d'armement moderne et d'équipements nécessaires.

La guerre de mouvement se transforme très vite en guerre de tranchées et il apparaît aux yeux des différents Etats-Majors que seule l'ouverture de nouveaux fronts pourrait débloquer la situation.

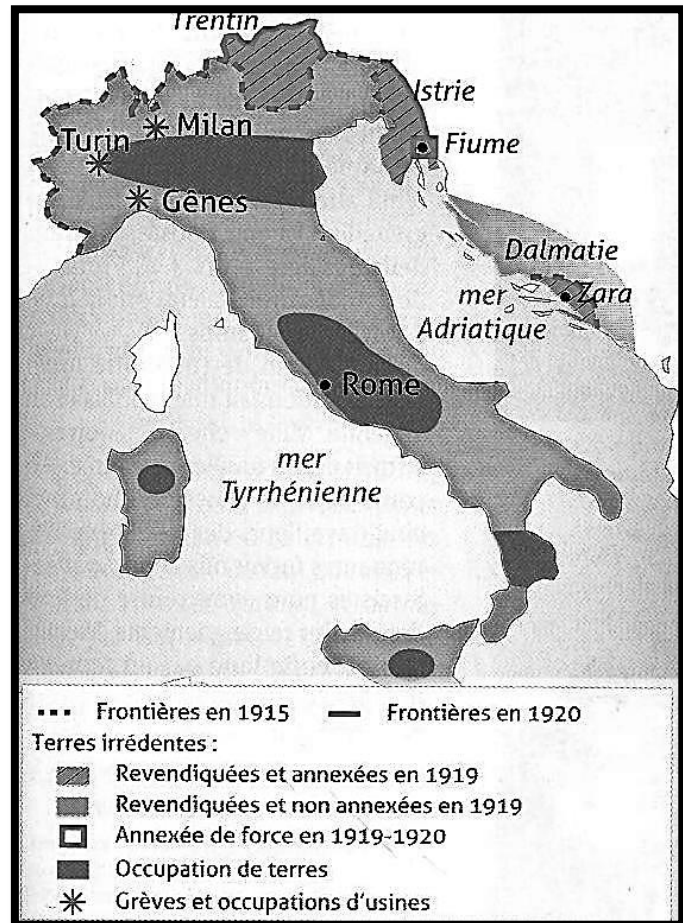
Pendant l'hiver 1914-1915 les membres de la Triple Alliance qui ont intérêt au maintien de la neutralité italienne, entrent en pourparlers avec l'Italie qui exige en contrepartie, un certain nombre de territoires appartenant à l'Autriche-Hongrie (terres irrédentes).

L'Autriche-Hongrie déclare que Trieste n'est pas négociable et les pourparlers sont rompus au début d'avril 1915.

Parallèlement, des négociations secrètes ont lieu avec les pays de la TRIPLE ENTENTE (Grande Bretagne, France, Russie) pour une entrée en guerre de l'Italie en échange de territoires en Europe et en Afrique. Le **26 avril 1915** le Pacte de Londres est signé secrètement.

1915 : L'entrée en guerre.

24 mai 1915 l'Italie entre en guerre avec une armée dont la préparation et l'armement sont notoirement insuffisants pour tenir les 600 km de front (de la Lombardie à la zone orientale du Frioul). Le terrain est très difficile : ce sont en grande partie des montagnes qui peuvent culminer à plus de 4000 m et les armées austro-hongroises tiennent les crêtes.





1915-1917 : La guerre de position.

Contrairement aux prévisions de l'État-major italien commandé par le Général Luigi CADORNA la guerre qui a commencé par une offensive favorable, se transforme rapidement en guerre de tranchées, notamment sur le fleuve Isonzo.

Sur cette partie du front se déroulent 12 batailles entre 1915 et l'automne 1917 avec des pertes terribles et un résultat nul en termes de progression.

Général Luigi CADORNA

Octobre 1917 : Caporetto.

L'effondrement de la Russie permet à l'Allemagne d'envoyer des renforts sur le front italien et une offensive est déclenchée le 23 octobre 1917. Le **25 octobre 1917** la terrible défaite de **Caporetto** entraîne la retraite de l'armée italienne jusqu'au fleuve Piave, à quelques kilomètres de Venise.



Le bilan est catastrophique: environ 300 000 prisonniers et une très importante perte de matériel.

Le général Cadorna est remplacé par le Général Armando DIAZ qui décide de tenir la ligne du Piave et du Monte Grappa, contre l'avis des généraux alliés dont quelques divisions avaient été envoyées en renfort.

Général Armando DIAZ



Octobre 1918 : Vittorio Veneto.

Au printemps 1918, six des divisions alliées envoyées sur le front italien et la II^e Armée italienne sont transférées en France. Les troupes italiennes, commandées par le général ALBRICCI, prendront part aux terribles combats de juillet en Champagne. 5000 des 25 000 soldats italiens meurent, 4000 seront blessés.



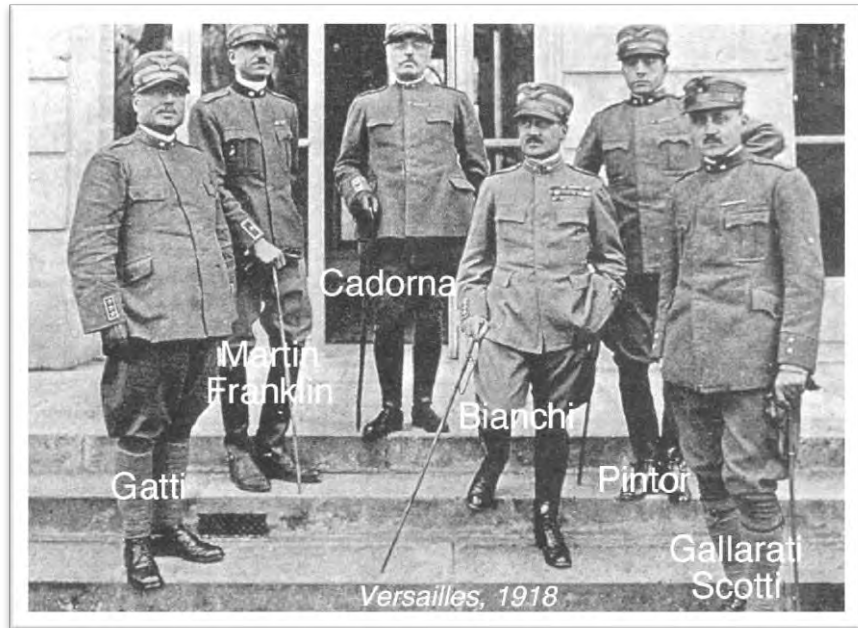
L'Autriche Hongrie engage alors une grande offensive sur le Piave espérant ainsi une défaite définitive de l'Italie avant que l'intervention des Américains ne modifie l'équilibre des forces. Mais le front résiste et l'offensive autrichienne se solde par un échec en juin 1918.

L'aide des États-Unis permet aux Alliés de repousser les Allemands et fin octobre 1918 l'offensive du Monte Grappa et du Piave sont favorables à l'armée italienne.

C'est la victoire de Vittorio Veneto. L'Empire austro hongrois demande l'**armistice** qui est signé à Villa Giusti, près de Padoue le **3 novembre 1918**.

1919 : Les Traités.

L'Italie sort du conflit exsangue et ruinée (650 000 morts soit 6,2% de sa population active). Elle participe aux négociations du traité de Versailles avec l'Allemagne et du traité de Sèvres avec l'Autriche-Hongrie en 1919.



Mais pour le pays, c'est une « victoire mutilée » car le traité ne lui attribue pas tous les territoires promis lors du pacte de Londres, notamment Fiume dont le célèbre écrivain Gabriele D'ANNUNZIO s'empare par la force le 12 septembre 1919 et s'y maintient plus d'une année.



Les séquelles de la guerre contribuent à alimenter l'agitation sociale et politique qui aboutira en 1922 à la prise du pouvoir par MUSSOLINI.

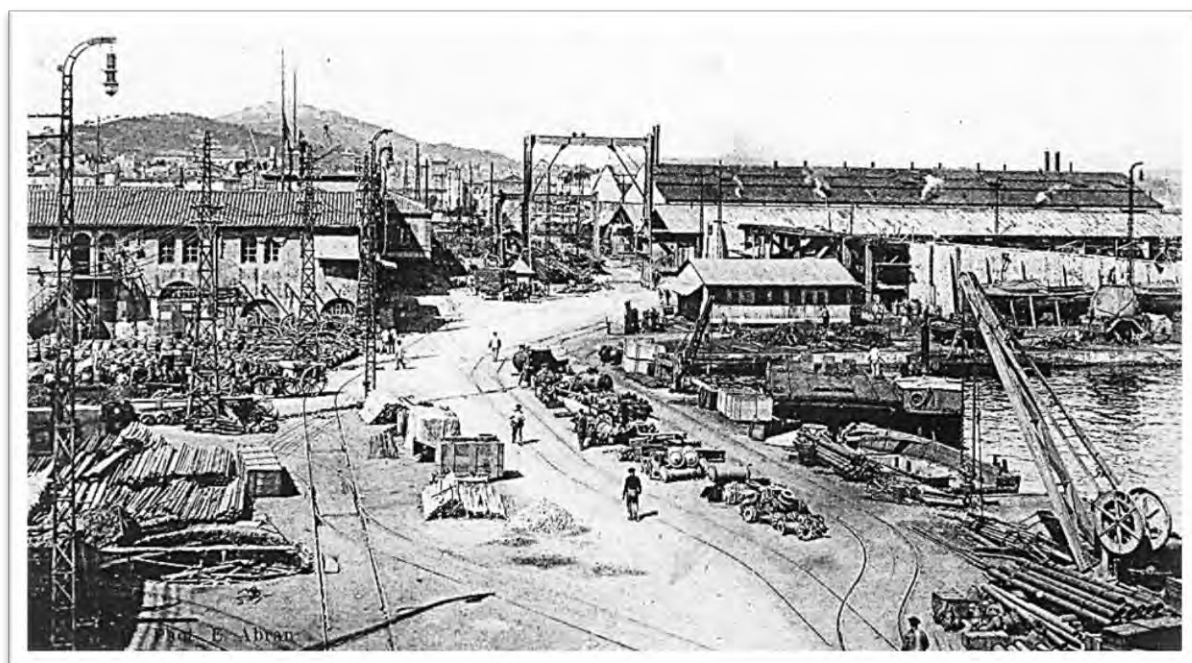
Charlotte Paoli

LA SEYNE, LOIN DU FRONT...

La Seyne à la veille de la Grande Guerre.

A la veille de la Grande Guerre, La Seyne est déjà la 2^e ville du Var, avec 22 011 habitants (dernier recensement : 1911), dont 1 222 dans la section de Saint-Mandrier. Elle compte 3 007 maisons, 6 030 ménages et 4 719 électeurs. 78 % de ses habitants sont Français, 22 % sont étrangers, essentiellement Italiens. Par ailleurs, 76 % des Seynois vivent dans l'agglomération, 24 % constituant la population éparse, c'est-à-dire les quartiers extérieurs. A noter que la grande majorité des étrangers vivent dans l'agglomération, le hameau de Saint-Mandrier, par exemple, n'ayant que 4 % de sa population d'origine étrangère.

La Seyne est alors une ville industrielle prospère. Elle possède trois grands établissements industriels : Les Forges et Chantiers de la Méditerranée, qui emploient plus de 5 000 travailleurs ; l'usine des câbles sous-marins ; l'École de pyrotechnie.



Les Forges et Chantiers avant la Grande Guerre

Pour La Seyne, la mer joue depuis toujours un rôle essentiel. Ses multiples ports de pêche dans la rade Toulon sont très actifs et la darse principale a une activité importante dans le transport de passagers et le commerce de marchandises.

Mais on oublie souvent aujourd'hui que La Seyne était à l'époque un pays « presque aussi agricole qu'industriel » et qui assurait pratiquement son autosuffisance alimentaire. Des centaines d'hectares au sol très fertile, dans les quartiers Berthe, Vignelongue, Les Plaines,... permettaient de produire d'excellents vins, des olives, de l'huile, du blé, des légumes, du foin,..., d'exporter fleurs et primeurs, et d'élever quantité de vaches, brebis et chèvres. Le marché du cours Louis Blanc et la poissonnerie étaient florissants.

Naturellement, tout n'était pas toujours magnifique en raison de l'absence d'assainissement de la ville qui rendait nécessaire un passage quotidien du légendaire « torpilleur » chargé de collecter le contenu des tristement célèbres toupines...



Le marché du cours Louis Blanc

Août 1914 : La Seyne découvre « L'état de guerre ».

Le 1^{er} août 1914, l'ordre de mobilisation générale est affiché. Cela ne constitue pas une surprise car depuis des semaines, des mois, le caractère inévitable de la guerre faisait son chemin dans les esprits. Certes, de nombreux pacifistes œuvraient pour l'éviter à tout prix. Il faut rappeler que le grand tribun socialiste vint à La Seyne, quelques semaines avant son assassinat, le 7 mai 1914, pour y soutenir son ami RENAUDEL entre les deux tours de l'élection législative et défendre ses idées pacifiques. Mais, par ailleurs, un sentiment patriotique exacerbé, un désir de revanche, une propagande efficace, firent que certains voulaient véritablement en découdre avec l'Allemagne et que beaucoup de nos soldats partirent confiants et persuadés que cette guerre serait brève. Nos grands-mères n'ont-elles pas vu leurs frères ou cousins partir avec insouciance, euphorie parfois, disant textuellement à leurs vieux : « *Grand-mère, nous allons juste couper les moustaches à Guillaume pour vous en faire des boas, ... et nous serons vite de retour !* ». Hélas ! Ils espéraient être de retour pour les vendanges, puis peut-être pour la récolte des olives, puis pour Noël...

Combien de Seynois exactement ont été mobilisés pendant la durée de la guerre ? Nous n'avons pu disposer d'aucun chiffre officiel à ce sujet. Si l'on se fondait sur des pourcentages nationaux (40 % de la population masculine, ou encore 60 % des travailleurs valides), cela conduirait à plus de 4 000 hommes, ce qui paraît très élevé. Compte tenu des exemptés, des réformés, des affectés spéciaux, ... on pourrait avancer un nombre de mobilisés Seynois partis au Front de l'ordre de 2 500-2 800, ce qui, compte tenu du nombre de 453 Seynois Morts pour la France, serait assez conforme à la moyenne nationale qui fut de 17 % de tués par rapport au nombre de mobilisés.

Les premiers jours de la guerre.

Pendant les premiers jours d'août, tout semble apparemment se passer comme prévu, tout semble confirmer que la guerre va être rapide. Il y a naturellement la censure des courriers venant du Front, la propagande, l'accent sur le patriotisme, la presse qui, comme à chaque conflit, ne doit rendre compte que des succès de notre armée et des revers de l'adversaire. Chaque jour, on relève des titres tels que « premiers succès français en Alsace », « échec de

l'offensive allemande », « les assauts de l'ennemi ont été brisés », « les terribles effets du 75 », « un sous-marin allemand coulé », « les tentatives de l'ennemi ont été complètement brisés par nos feux »,... Fin août 1914, il n'y a apparemment aucune raison de s'inquiéter pour la suite des événements. D'autant que, localement, la police observe la tranquillité publique, l'ordre qui règne, aucune manifestation d'opposition politique, la gauche ayant accepté l'Union sacrée.

Il faut attendre les 10-12 septembre pour que la mairie soit informée des noms de 4 premières victimes seynoises (Justin MASSABO, Charles PAOLANTONACI, Marius BENOIT et le lieutenant-colonel DARDIGNAC), noms qui ne seront publiés que dans *Le Petit Var* du 17 septembre. Or, à cette date, les familles seynoises ignoraient qu'elles avaient déjà perdu 46 de leurs enfants, soldats ou officiers !

On ne saura que plus tard que, dès le 15 août, un premier Seynois avait été tué en Haute-Saône. Il se nommait Émile CURET. Le lendemain, Marius GUERRY avait été tué en Meurthe-et-Moselle. Le 19 août, trois autres Seynois avaient été tués. Pendant le seul mois d'août, 27 Seynois (appartenant tous au XV^e Corps) sont en effet morts au combat, **dont 17 dans la seule journée du 20 août**, tous tués en Moselle (Dieuze, Bidestroff, Vergaville, Zommange). *Mais cela, on ne l'apprendra que beaucoup plus tard.* D'une façon constante, les listes de victimes mises à jour par la mairie, listes déjà bien longues, ne correspondront guère qu'au tiers du nombre des victimes réelles à la même date, en raison du délai de transmission de l'information depuis le Front, et du nombre considérable de ceux dont les corps ne seront jamais retrouvés et dont la mort ne sera actée que des mois ou des années plus tard.

Et pourtant, ... malgré l'optimisme des premières dépêches et de la presse, malgré l'ignorance dans laquelle elles sont tenues des premières victimes, les familles commencent à se douter que tout ne se passait pas comme on pouvait l'espérer.

En effet, dès le lendemain de la mobilisation générale, des difficultés d'approvisionnement apparaissent, de nombreux produits alimentaires se raréfient et leur prix augmente, entraînant spéculations et marché noir. Simultanément, la pénurie de main d'œuvre résultant du départ au Front de milliers d'hommes actifs se fait cruellement sentir, entraînant une diminution des revenus des familles et une désorganisation des services publics, des services médicaux, de la production industrielle et du commerce. La mairie doit également se préoccuper de voter des aides aux familles de mobilisés. Des actions de solidarité se multiplient, tant de la part de la Ville que d'associations, comme on le verra ci-dessous.

Et puis, dès les premiers jours d'août, les premiers blessés arrivent à Saint-Mandrier. Même si les communiqués officiels n'annoncent pas encore de victimes et si leur nombre sera toujours minimisé par la suite, la presse est cependant obligée de rendre compte de l'afflux de blessés : « *Nos blessés* », « *Les blessés allemands à Saint-Mandrier* », « *Arrivée de blessés* », « *Nos députés ABEL et BERTHON visitent les blessés à l'hôpital Sainte-Anne* »,...

Région au climat agréable, le Var reçoit en effet de très nombreux soldats blessés (ainsi que des réfugiés civils), obligeant à aménager, dans l'urgence, des hôpitaux complémentaires. Différents bâtiments devront être réquisitionnés pour pallier l'insuffisance des hôpitaux existants. Le collège des Pères Maristes va être ainsi transformé en « hôpital complémentaire n°4 », qui comportera jusqu'à 550 lits pour y soigner des soldats blessés, notamment des soldats russes ; l'hôtel des Sablettes en « hôpital complémentaire n° 89 » ; le patronage laïque en annexe de l'hôpital civil, etc.

Egalement, les nombreux mouvements de troupes ne pourront pas longtemps passer inaperçus : la rade de Toulon va se vider, l'escadre étant envoyée aux Dardanelles, puis retirée à Bizerte, Malte ou Corfou ; des renforts par train seront envoyés en Italie à la fin de 1917, etc.

La vie municipale et administrative.

Depuis les élections de 1912, le maire de La Seyne est M. Baptistin PAUL (ingénieur mécanicien de la Marine). Assez souvent malade (il mourra à Paris en 1919), il est plusieurs fois remplacé par son 1^{er} adjoint M. César LAUGIER pour présider le conseil municipal.

Malgré la mobilisation de nombreux employés entraînant une certaine désorganisation dans le fonctionnement des services, la Ville paraît correctement administrée. Nos édiles se réunissent régulièrement et débattent de sujets de routine, parfois d'une grande banalité, comme si le pays n'était pas par ailleurs concerné par la guerre. En témoignent les délibérations municipales suivantes : Paiement du sable extrait de la carrière de la forêt communale ; étude pour la suppression des algues du port de Saint-Elme (déjà !) ; édification de latrines et urinoirs ; imposition extraordinaire pour le paiement du salaire du garde-champêtre ; règlement des frais de séjour de M. X, Seynois aliéné à Pierrefeu ; Hôtel de ville pavoisé à l'occasion de la Fête du Roi des Belges ; arrosage des rues ; rappel de la « Contribution Foncière et des Portes et Fenêtres » ; fermeture de la Perception entre midi et 14 h ; prorogation des marchés publics pour les fournitures de papeterie à la Ville ; recouvrement des taxes sur les chiens,...

Mais il est aussi d'autres délibérations qui sont la conséquence directe de la guerre : Nouveaux marchés de gré à gré pour suppléer les adjudicataires se trouvant au Front ; crédits de souscription en faveur des familles nécessiteuses et des blessés ; aide en faveur des familles de mobilisés ; vœu de taxation de denrées de première nécessité ; création d'hôpitaux complémentaires ; indemnité exceptionnelle en faveur du chef fossoyeur ; extension de la concession du Souvenir Français,...

Les maires reçoivent aussi la pénible mission d'annoncer aux familles qu'un des leurs était mort pour la patrie. Le 25 novembre 1914, le maire écrit : « *Je réponds à votre attente en vous communiquant la liste, déjà trop longue de ceux de nos concitoyens qui, bravement, sont tombés au Champ d'Honneur (...). Les tués à l'ennemi ou morts des suites de leurs blessures qui nous ont été signalés jusqu'ici sont par ordre chronologique de l'arrivée des avis : (...)* ». Une liste de 25 noms suit [or, à cette date du 25 novembre, La Seyne a déjà perdu 88 soldats ou officiers !].

A diverses reprises, lors des réunions du conseil municipal, le maire se lance aussi dans des discours patriotiques aux accents lyriques. Ainsi, le maire : « *salue tous nos vaillants soldats et marins qui, sur le front des armées opposent à nos ennemis avec une énergie remarquable cette barrière de poitrines que malgré ses violents efforts, le colosse germanique ne peut parvenir à entamer (...)* (25 novembre 1914) ». Le maire : « *(...) les noms de nos concitoyens qui avec le mépris le plus grand de la mort ont fait noblement le sacrifice de leur vie, non seulement pour défendre notre existence nationale, non seulement pour la grandeur de notre chère Patrie, mais encore pour le triomphe du droit et de la civilisation avec **le ferme espoir que leur sang généreusement versé tuerait à jamais la guerre et assurerait à toutes les nations une paix durable** et cet idéal commun de fraternité universelle, d'harmonie et de beauté dans la liberté que cherchent toujours à réaliser tous les peuples civilisés* ».

La solidarité.

La solidarité devenant un sujet de préoccupation majeur, de très nombreuses actions vont se multiplier. A chaque séance du conseil municipal, des aides sont votées en faveur des familles de mobilisés, en faveur des réfugiés français et belges, des allocations aux familles des mobilisés de l'armée italienne (2 juin 1917), des indemnités de cherté de vivre sont accordées aux employés municipaux, etc.

Par ailleurs, des aides sont fournies par la Société coopérative des Chantiers, la Soupe populaire est proposée, un Ouvroir est créé et de multiples associations de secours mutuel se mobilisent : *Croix-Rouge, Caisse du Secours National, L'Avenir du Prolétariat, Les Prévoyants de l'Avenir, Boule de Neige L'Œuvre de l'Assistance aux Convalescents Militaires*,... Des souscriptions, des ventes, des tombolas, des concerts ont lieu au profit des nécessiteux. Des journées de solidarité sont organisées : La journée italienne, la journée serbe,...

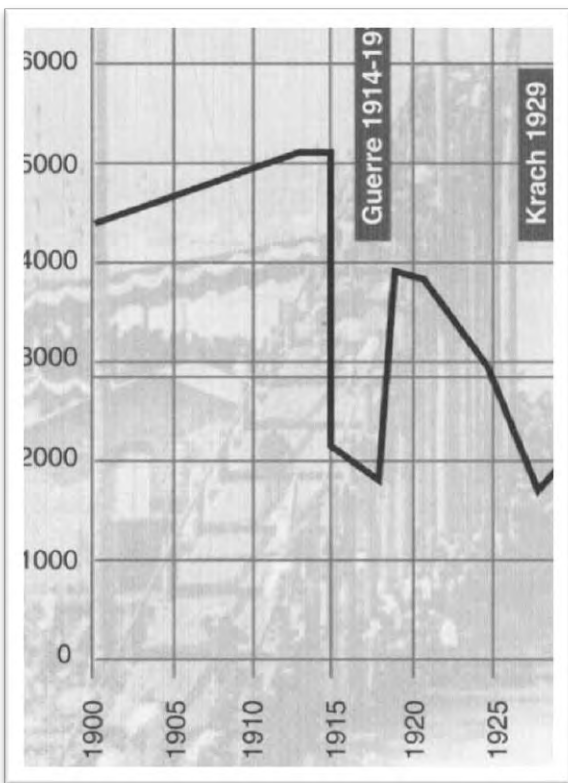
L'industrie.

Femmes travaillant dans les usines (Pyrotechnie, 1915)

De nombreuses difficultés entravent la production industrielle : manque de main d'œuvre en raison de la mobilisation française, puis italienne en 1915, raréfaction des matières premières et produits énergétiques, moyens de transports utilisés en priorité pour les mouvements de



troupes ou l'acheminement des munitions, marasme général entraînant la diminution des revenus individuels, accentuée par la hausse du coût de la vie.



Pour faire tourner nos Chantiers et les industries d'armement, on a donc recours à des femmes (épouses ou filles d'ouvriers), à des immigrés nord-africains et annamites, à des adolescents ou des personnes âgées, à des prisonniers de guerre,... En outre, dès l'automne 1914, de nombreux ouvriers et techniciens vont être rappelés du Front pour être « affectés spéciaux » et travailler à la fabrication d'armes et de munitions.

Rappelons que, dans les deux années qui ont précédé la guerre, les Forges et Chantiers avaient lancé plusieurs très gros navires : Le cuirassé *Paris*, Les paquebot *Gallia*, *Patria*, *Massilia*, *Providence*, ainsi que, juste avant le début du conflit, le célèbre cuirassé *Béarn* qui ne pourra pas être terminé et qui sera transformé en porte-avions pour la Marine française en 1927.

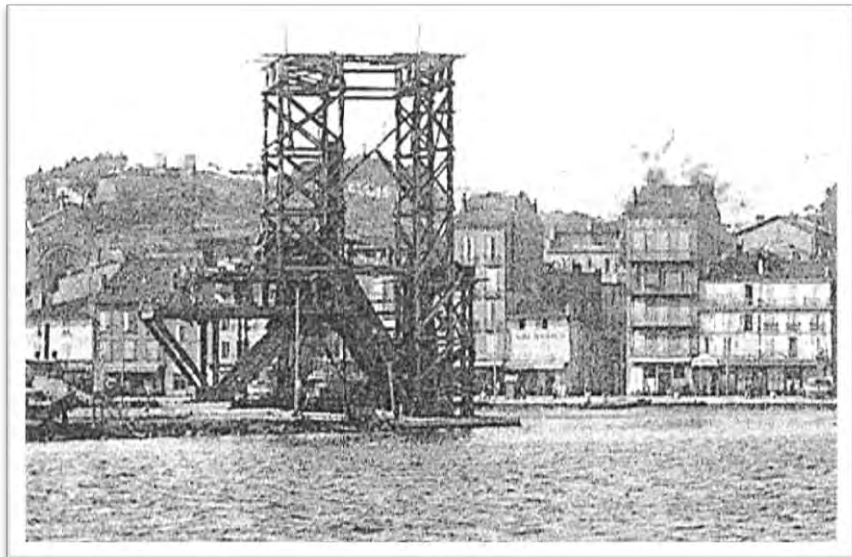
Evolution des effectifs des Forges et Chantiers de la Méditerranée entre 1900 et 1930

La mobilisation va entraîner une chute brutale des effectifs des Chantiers, qui vont passer de 5 200 à 2 200 environ. Ces effectifs vont encore diminuer au cours du conflit, l'arrivée de femmes et d'affectés spéciaux ne compensant pas le départ des nombreux ouvriers italiens qui, en 1915, vont être rappelés dans leur pays d'origine pour y être à leur tour mobilisés. De 1915 à 1917, nos Chantiers ne construiront ainsi que quelques unités (*Gharb, Boudeuse, Éveillée, Garuja,...*), cargos ou canonnières, de taille infiniment plus modeste que les navires construits en 1912-1914.

Car les activités des Chantiers vont être désormais tournées avant tout vers l'effort de guerre, avec des travaux de toute sorte pour la Défense nationale (Marine et Armée de terre) : des docks flottants, plus de 50 chalands, 107 bacs, 750 bouées, 30 000 abris légers, des centaines de guérites, 4 000 wagons, des châssis automobiles...

Et puis, à partir de 1916, les ingénieurs des F.C.M. vont faire les premières études sur la fabrication des chars d'assaut ou « cuirassés terrestres », sur les instructions du Général ESTIENNE, celui que l'on appela plus tard le père des chars d'assaut : char 1A de 40 tonnes (1916), char 2C de 70 tonnes (1918), chars B1 et B1 bis, 32 tonnes (1920) ; chars que l'on verra faire leurs essais sur l'isthme des Sablettes et en forêt de Janas, mais qui ne participeront pas au conflit de 1914-1918, n'étant véritablement opérationnels qu'après l'Armistice.

C'est aussi à cette époque (1917) que commence l'édification du pont levant des Chantiers, avec la participation - dit-on - de prisonniers allemands, pont levant qui sera mis en service en 1920.



Le pont levant des Chantiers en cours de construction

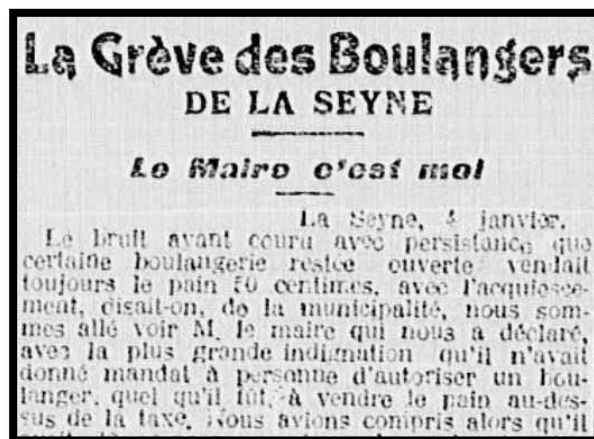
L'agriculture et l'alimentation.

La mobilisation de centaines d'agriculteurs seynois va avoir des conséquences dramatiques. D'autant plus que, contrairement aux ouvriers de l'industrie qui seront assez souvent « mobilisés sur place » ou « affectés spéciaux », nos agriculteurs resteront jusqu'au bout au Front et constitueront la catégorie qui proportionnellement paiera le plus lourd tribut à la guerre. Alors qu'ils partirent avec le souci de leurs moissons en cours et en espérant que ce conflit serait fini à temps pour les vendanges,...

Dès le mois d'août 1914, avec la pénurie de main d'œuvre agricole, de nombreux produits alimentaires se raréfient et leurs prix flambent, phénomène aggravé par le manque de moyens de transport pour les acheminer et l'occupation d'une partie du nord-est de France (région de production du sucre, par exemple). Et ce, malgré la participation accrue des femmes et des

enfants (les dates de leurs vacances furent modifiées pour permettre leur participation aux récoltes).

Après quelques mois de guerre, on observe que, dans la région, les prix de la viande et des produits laitiers ont été multipliés par 2, les prix des pommes de terre et du sucre par 3, les prix de l'huile et des œufs par 4,... entraînant spéculations et marché noir, avec des situations dramatiques pour les familles dont les revenus ont brusquement diminué à partir de la mobilisation. Des tickets de rationnement (sucre, pain,...) vont être introduits à partir d'août 1917.



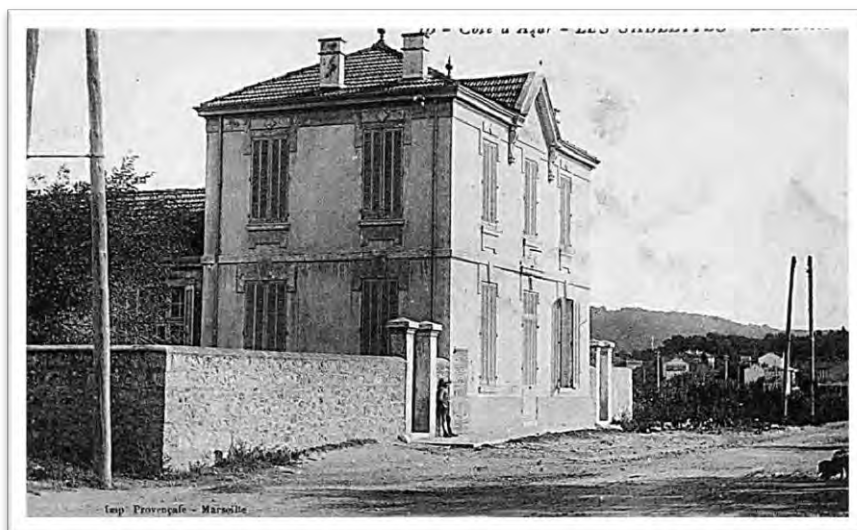
*La grève des boulangers de La Seyne
(Le Petit Var, 5 janvier 1916)*

En outre, malgré les directives préfectorales de blocage des prix des denrées de première nécessité, certains commerçants vendent à leur guise et la révolte gronde lorsque les clients s'aperçoivent que la baisse des prix n'existe que dans les journaux et n'apparaît pas sur les étiquettes ou sur les prix effectivement payés en boutique.

L'enseignement.

Au début de la guerre, La Seyne ne possédait que 4 écoles publiques : Martini (garçons), Clément Daniel (filles), Jean Jaurès (maternelle), Sablettes (seule école mixte de la ville). En ce qui concerne l'enseignement privé, il y avait le Collège des Pères Maristes, l'Externat Saint-Joseph et l'école primaire Sainte-Thérèse. Ces établissements vont continuer à fonctionner mais avec beaucoup de difficultés en raison de la mobilisation de nombreux maîtres. Des instituteurs retraités sont alors rappelés au service et de jeunes suppléants et suppléantes ayant leur simple brevet élémentaire sont recrutés. C'est ainsi que Mlles Carlier, Montpellier, Dragon, Ducros,... pourront entrer dans l'enseignement et seront par la suite titularisées comme institutrices.

Les épreuves du Certificat d'Études vont pouvoir se dérouler normalement.



*La petite école des Sablettes, construite sur l'isthme en 1903
et qui sera rasée par les Allemands en 1943*

On a vu que le Collège des Pères Maristes avait été réquisitionné dès le début du conflit pour y installer l'« hôpital complémentaire n° 4 ». L'enseignement des Maristes avait donc dû être déplacé (pour fonctionner seulement en externat) dans l'ancien Pensionnat N.-D. de la

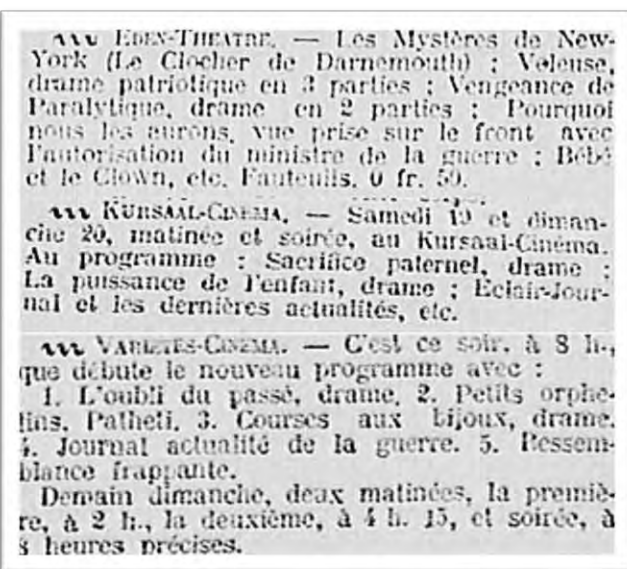
Présentation, aux Mouissèques. De son côté, le patronage laïque avait été transformé en annexe de l'hôpital civil.

D'une façon générale, l'« état de guerre » fait que l'enseignement n'est plus la priorité : les crédits de réparation sont gelés, il n'y aura aucune construction nouvelle d'école, à l'exception de la location par la Ville de la propriété Cartier-Pissin en vue d'y construire la future Ecole François Durand (actuellement Emile Malsert). Après la guerre, les régions du Nord et de l'Est seront prioritaires dans les budgets de l'Education nationale et il n'y aura ainsi plus aucune construction nouvelle d'école jusqu'après la Libération de 1944.

La vie associative et culturelle.

Au moment de la guerre, La Seyne possède plusieurs associations à but non lucratif telles que : le Cercle des Travailleurs, fondé à la fin du XIX^e siècle, lieu où les travailleurs, surtout des ouvriers des chantiers navals, pouvaient se retrouver et discuter après le travail ; des associations de solidarité mentionnées ci-dessus ; des sociétés musicales ; des clubs sportifs sur lesquels nous reviendrons plus loin.

En matière de **spectacles**, La Seyne possède à l'époque trois établissements importants : L'*Eden-théâtre*, place de la Lune ; les *Variétés-cinéma*, rue de la Lune ; le *Kursaal-cinéma*, quai François Bernard.



Ces trois établissements fonctionnent à peu près régulièrement pendant la guerre, des programmes de spectacles étant publiés chaque semaine dans *Le Petit Var*. Des soldats revenus en permission à La Seyne vont être profondément choqués de voir que, pour ceux qui ne sont pas au Front, la vie continue : on danse, on va au cinéma (muet) ou au théâtre. Les spectacles sont encore naturellement beaucoup plus nombreux et variés à Toulon.

Exemples des programmes des trois cinémas seynois

Les seuls changements notables sont qu'au cours des représentations, des séquences d'« actualités de la guerre » sont diffusées (avec l'autorisation du ministère de la Guerre), qu'on a droit à des spectacles de propagande « *Pourquoi nous les aurons* » et que, de manière croissante au cours de la guerre, des représentations sont données au profit des œuvres de bienfaisance.

La musique.

Depuis 1903, La Seyne possède son kiosque à musique, place Ledru-Rollin, que les sociétés musicales *La Seynoise* et *L'Avenir Seynois* se partagent pour y donner concerts et bals.

Les conséquences de la guerre sur l'activité de ces sociétés peuvent être examinées avec précision en prenant l'exemple de la **Philharmonique La Seynoise** dont les archives ont toujours été scrupuleusement tenues à jour et conservées.

On observe ainsi dans le Grand Livre de *La Seynoise* que, sur 52 membres exécutants, 25 sont mobilisés (nom, prénom, instrument joué, nom du régiment y sont détaillés), et que sur ce

nombre, 6 (mention rajoutée en rouge) seront tués au combat ou morts de maladie contractée au cours du service, dont Joseph SILVY, le fils du chef de musique Marius SILVY, « tué dans la chute de son avion en rade des Vignettes le 20 avril 1918 ». D'un autre côté, 27 musiciens ne sont pas envoyés au Front (les raisons en sont données : trop jeune, ou passé l'âge de la mobilisation, ou encore mobilisés sur place, à l'Arsenal ou à la Pyrotechnie). Avec ses 27 musiciens restants, *La Seynoise* peut potentiellement jouer, ayant encore un nombre suffisant d'exécutants dans chacun des pupitres d'instruments. Mais ce ne sera pas le cas et les activités seront pratiquement interrompues : l'envie et le cœur n'y sont pas. La seule activité mentionnée dans les procès-verbaux étant, le 13 avril 1918, une répétition (à 15) en vue d'un « concert musical au bénéfice de l'œuvre du Monument aux Morts pour la Patrie ».

Mais la vitalité de *La Seynoise* et sa capacité à rebondir ressortent d'un extrait de la page du Grand Livre qui est reproduit ci-après :

Deux traits barrent la page, entre lesquels on peut lire : « Mobilisation générale le 1^{er} août 1914 : - Sepsise des répétitions le 14 novembre 1918 ».

Ainsi, alors que bien des associations ne se reconstitueront qu'en 1919 voire 1921 ou 1922, *La Seynoise*, elle, reprenait ses répétitions 3 jours seulement après l'armistice du 11 novembre 1918 !

X289	Bracco	Jacques	piston	1 avril 1915	Démis 1 ^{er} 1920
X290	Silvère	Marius	basse	1 avril 1915	Démis 14 ^è 1922
Mobilisation générale le 1 août 1914 Reprise des répétitions le 14 novembre 1918.					
# X156 ⁽²⁾	Ribba	Laurent	grosse caisse	1 ^{er} entrée le 14 nov. 1918	Démis janvier 1925
X253 ⁽²⁾	Ellena	Jph	alto	2 ^è entrée le 14 nov. 1918	Démis juillet 1923
X291	Quin	Louis	bugle	19 nov. 1918	démis 1920

Extrait du Grand Livre de *La Seynoise*

La vie sportive

Une quinzaine d'associations sportives existent officiellement à La Seyne au début du XX^e siècle. D'autres, en nombre comparable, n'ont pas d'existence officielle ou n'ont eu qu'une existence éphémère.

On peut citer ainsi : la vélocipédie sportive, depuis 1893, avec la création du *Vélo Sport Seynois* en 1898 ; des sociétés de gymnastique et de tir comme *L'Aurore* ou *l'Avant-Garde*, qui deviendra le *Stade Seynois* en 1917 ; *l'Union Sportive Seynoise*, club de rugby qui joue depuis 1902, d'abord sur le terrain de La Gatonne, puis à la Muraillette ; la football, avec *l'Étoile Indépendante Seynoise*, qui se joue à la Rouve et à la Gatonne, mais qui reste avant 1914 un sport encore très peu joué à La Seyne par rapport au rugby ; la boxe anglaise qui se pratique dans le sous-sol de l'École Martini ;

les *Boulomanes Seynois*, *l'Olympique Seynois*, club multi sports fondé en 1906 ; le *Club Nautique Seynois*, depuis 1905 ; les joutes nautiques, avec *Les Amis de la Tintenne* ; le *Tennis Club* de Tamaris ; les courses hippiques à Lagoubran, etc.

Bien que les sportifs appartiennent en majorité aux jeunes générations qui sont largement envoyées au Front, la guerre n'arrête pas complètement la pratique sportive car, pendant que leurs aînés se battaient, de très jeunes sportsmen ont su maintenir les sports à La Seyne. L'activité de la plupart des clubs est cependant ralentie, surtout au début de la guerre, un regain progressif des activités semblant se produire à partir de 1917 avec la réouverture du vélodrome de la Canourgue (13 avril) et la tentative de la mairie de créer une société de culture physique, d'athlétisme et autres sports (8 juillet).

Au contraire, d'après l'ouvrage *Un dimanche à la Muraillette* (H. Giovannetti et J.-M. Giraud), le rugby (*L'Union Sportive Seynoise*) voit ses activités totalement interrompues, aucune activité n'étant mentionnée entre 1913 et 1919 : « *Déjà s'annoncent à l'horizon de ces jeunes gens quatre années de cauchemar, d'autres luttes moins fraternelles, d'autres mêlées dont beaucoup ne se relèveront jamais...* ».



Le vélodrome rudimentaire de la Canourgue

La vie quotidienne.

Dans ce domaine également, il semble, à certains égards que, loin du Front, la vie continue normalement. La rubrique des faits divers des journaux reste alimentée par des nouvelles du type : « Le tramway déraile au Pas-du-Loup », « Accident entre charrette et tramway au Pont-de-Fabre », « Procès-verbal pour jeu de hasard sur voie publique », « Quinze chiens capturés par le *Ciapacan*, « Appâts empoisonnés en forêt communale », « Grève des vidangeurs », « Polémiques sur la malpropreté de la ville », « Cyclistes sur les trottoirs du cours Louis Blanc »,...

La presse quotidienne continue à publier également ses caricatures humoristiques (tournant le plus souvent les *boches* en dérision) ; ses réclames (*Pastilles Valda*, *Jouvence de l'Abbé Soury*, et d'innombrables poudres censées remédier à la chute des cheveux, au retour d'âge, ou guérir asthme, urétrite, syphilis, impuissance, etc.) ; ses feuilletons aux titres parfois en rapport avec la guerre : « *Les Volontaires de 1914* », « *La Cantinière de Sambre-et-Meuse* », « *La Belle Obusière* », « *Le Secret du Taube Vert* », « *L'Amour au Harem* », « *Pantalon Rouge* », « *Soldats de Demain* »,...

Mais, d'un autre côté, la guerre a des conséquences qui apparaissent régulièrement dans les faits divers, en particulier une recrudescence de la délinquance, dont les auteurs sont le plus souvent des mineurs (dont on imagine qu'ils sont livrés à eux-mêmes, père ou grands frères partis au Front, mère travaillant dans les usines). Dans la Chronique de La Seyne du *Petit Var*, on relève ainsi quotidiennement : des vols de denrées alimentaires ; des vols de poules, d'absinthe, de cuivre,... des vols à l'arraché en plein jour, des vols avec effraction dans les maisons et les boutiques,... Ceci amenant la Ville à recruter des veilleurs de nuit, la police à appréhender les jeunes auteurs de ces délits.

Le 11 novembre 1918.

A 5 h 15 du matin, dans la clairière de Rethondes, l'Armistice est signé, mettant fin à près de 4 ans et demi d'un effroyable conflit.

Laissons raconter cette matinée mémorable du 11 novembre 1918 à La Seyne par Marius AUTRAN, alors âgé de 8 ans :

« Ce jour tant espéré arriva enfin. Dès le petit matin de ce 11 novembre 1918, la journée s'annonçait belle. La brume matinale dissipée, on devinait qu'un grand soleil allait égayer partout les campagnes, la mer, la forêt. Mon grand-père, toujours attentif au passage des grives, décida de gagner son poste de chasse à Janas. Dans cette période, on trouvait des champignons à souhait. Alors, il fut convenu avec ma grand-mère que vers midi, nous nous retrouvions tous au lavoir de Roumagnan. Lui, aurait passé sa matinée à la chasse, et nous à la recherche des safranés (...). Vers les 10 heures, nous avions

atteint l'aire des mascs et ma foi la cueillette était fructueuse. Parvenus au point du rendez-vous, mon grand-père n'y était point. Inquiète, ma grand-mère, se mit à crier de sa voix de stentor : « Aubert ! Aubert ! ». Elle recommença plusieurs fois. Alors la réponse nous parvint, lointaine : « Fine ! Fine ! La guerro es finido ! La guerre est finie ! ». Quelques minutes après, tout essoufflé le brave homme franchissant les broussailles à grand fracas nous rejoignit, sa chienne Diane exprimant elle aussi sa joie bruyante, en voyant nos embrassades. Au même moment, des coups de canon retentissaient dans la rade tandis que l'arsenal de terre actionnait des sirènes. Ma grand-mère baignait dans la joie, mais après sa réaction de stupeur, elle se ravisa pour dire : « Comment as-tu appris cela en pleine forêt ? ». « C'est le garde forestier qui me l'a dit. Il l'annonçait à tous ceux qu'il rencontrait ». On peut s'étonner qu'à une époque où les télécommunications avaient encore d'énormes progrès à faire, la nouvelle de l'Armistice se soit répandue avec une telle rapidité jusque dans le vallon de Roumagnan ! Pensez donc ! Le téléphone n'était guère en usage que dans les grandes administrations publiques : mairies, bureau des postes, finances, armée, marine (...) ».

A La Seyne, dès l'annonce de la signature de l'Armistice, la ville de La Seyne revêt un caractère de fête nationale. Tous les édifices municipaux, les cafés, les cercles, sont pavés. Une foule réjouie défile dans les artères principales saluant nos vaillants Poilus. Une manifestation spontanée de femmes porte en triomphe des Américains. A 11 heures, le maire, quoique malade, vient annoncer officiellement la nouvelle de la signature de l'Armistice à la foule assemblée devant la mairie ; il souligne cette déclaration par des paroles enflammées de patriotisme. La foule reprit à la fin les cris de : « Vive la France ! Vivent les Alliés ! ». Le soir à 20 heures, une nouvelle manifestation eut lieu. Les Mutilés et *La Seynoise*, drapeaux en tête, vinrent devant la mairie jouer *La Marseillaise*, reprise par la foule. L'on vit ressortir à La Seyne ces drapeaux qui, depuis plus de quatre ans, attendaient de reflotter sous le souffle de notre victoire (*Le Petit Var*, 12 novembre 1918).

Conclusion :

Cette euphorie de l'Armistice a pu sembler estomper momentanément les 4 années et demi pendant lesquelles La Seyne avait vécu, à peu près normalement (*Loin du Front...*) à certains égards, mais avec bien des difficultés à d'autres égards.

Mais ce qui va demeurer, l'euphorie passée, ce sont les traces ineffaçables que le conflit aura laissées, que des décennies ne suffiront pas à faire oublier.

Dans les souvenirs de la guerre, ce qui va dominer tout le reste ce sont les effroyables pertes humaines subies, surtout dès les premiers mois du conflit : **104** Seynois sont Morts pour la France en 1914 ; **121** en 1915 ; **84** en 1916, **51** en 1917 ; **81** en 1918 ; et encore **14** après 1918, la plupart des suites de blessures, de gazages notamment, ou de maladies contractées en service.

Le spectacle des cortèges funèbres, drapeau en tête, cercueils drapés aux couleurs nationales, marquera la mémoire des Seynois pour de longues années. Ces cérémonies, où sont emmenés les enfants des écoles, se poursuivront pendant plusieurs années après la fin de la guerre lors de la « restitution des corps » aux familles.

Au total, **453** Seynois sont Morts pour la France (*). *Toutes les familles seynoises sont touchées* au niveau d'un fils, d'un frère, d'un père, d'un oncle. A ces morts, se rajoutent les

* Ce nombre de 453 Seynois Morts pour la France est plus élevé que celui (381) autrefois publié par L. BAUDOIN ou M. AUTRAN, ou que celui des noms gravés sur le Monument aux Morts de La Seyne. Il inclut en effet les victimes (34) du hameau de Saint-Mandrier (qui faisait alors partie de la commune de La Seyne) et il a été -hélas !- revu à la hausse d'une quarantaine de noms qui n'avaient pas été décomptés jusqu'ici, certains étant décédés des suites de blessures ou de maladies, parfois plusieurs années après la fin de la guerre ; d'autres, dont les corps reposent dans diverses nécropoles nationales ou disparus au fond des mers, n'ayant pas eu leur nom retranscrit dans l'état-civil de La Seyne, ni gravé au Monument aux Morts. C'est grâce aux recherches minutieuses de M. Jean-Claude STELLA - qui a repris tous les relevés de victimes seynoises de l'état-civil, du Livre d'Or de Fontainebleau, des plaques commémoratives (ex. : plaque des Chantiers de La Seyne), des sépultures militaires, des tombes familiales, et qui a ensuite alimenté la base de données nationale *Mémorial GenWeb* - et grâce aux dernières vérifications que nous avons effectuées avec Mme Thérèse Lépine - que ce nombre terrifiant de 453 Seynois Morts pour la France a pu être finalement retenu.

centaines de blessés, souvent très grièvement, mutilés, *gueules cassées*, handicapés à vie, que l'on rencontrera parfois en ville jusque dans les années soixante.

Epilogue : Le Traité de Versailles (1919).

C'est de nouveau Marius AUTRAN qui raconte ses souvenirs de conversations familiales de l'époque :

- « *Mon père [Simon AUTRAN], en citoyen très avisé, m'expliqua que les clauses de ce Traité contenaient en germes les causes des guerres suivantes* ».

- *Mon oncle [Joseph AUGIAS, grièvement blessé à Verdun] me montra du doigt et repris avec force : « Ce petit fera la deuxième guerre mondiale ! »*

- « *Je suivais du regard les visages empreints de gravité. J'étais loin de penser que ces paroles révélatrices trouveraient un jour, vingt ans plus tard, l'expression d'une cruelle réalité* ».

25 ans plus tard (1944).

La rue Isnard après les bombardements du 29 avril 1944

Notre ville de La Seyne était très gravement atteinte lors du second conflit mondial. Si les victimes militaires furent beaucoup moins élevées que lors de la guerre de 1914-1918, les dommages subis par la ville furent considérables au plan matériel avec 65 % des immeubles détruits ou gravement endommagés, les chantiers détruits en quasi-totalité, et surtout des pertes civiles (266 morts causés par les bombardements de nos libérateurs anglo-américains, auxquels il faut rajouter 15 Seynois morts en déportation et 16 autres fusillés ou tués dans les combats de la Libération).



Voilà à quoi ressemblaient la plupart des rues de notre centre ancien après le bombardement du 29 avril 1944 :

Et cette fois-ci, La Seyne n'était pas loin du Front, elle était véritablement au Front.

Jean-Claude AUTRAN

Sources

Délibérations municipales de 1914 à 1918 (Archives municipales de La Seyne)

Le Var de 1914 à 1918 (J. GIRAULT, J.-M. GUILLON, R. SCHOR)

Images de la vie seynoise d'antan (M. AUTRAN)

Fiches des Seynois Morts pour la France (Sites internet *Mémoire des Hommes*, *Mémorial GenWeb* et Livre d'Or des Seynois Morts pour la France conservé aux Archives de Fontainebleau)

Archives de la philharmonique *La Seynoise*

Presse locale : *Le Petit Var* de 1914 à 1918 (*), consultable sur le site internet des Archives Départementales du Var

* Nous remercions vivement Mme Yolande LE GALLO et son époux pour avoir dépouillé la Chronique de La Seyne, et d'autres rubriques touchant à la guerre, dans la totalité des numéros du *Petit Var* de 1914 à 1918 sur le site internet des Archives Départementales du Var et pour nous avoir gracieusement communiqué les fichiers numériques (plus de 6 000) des copies d'écran de tous ces articles de presse.

LES SEYNOISES DANS LA GUERRE : SUJET DE ROMAN.

Tout commence le 7 août 1914, avec l'appel de VIVIANI. Jusque-là, on croit la victoire facile puisque cette guerre n'est que l'affaire de « quelques jours, quelques semaines, trois mois tout au plus pour aller couper les moustaches de Guillaume à Berlin ! »

A ce moment-là, lorsqu'il s'adresse aux femmes, c'est d'abord aux épouses, aux filles des paysans partis sur le front. Il s'agit de s'assurer du bon déroulement des travaux des champs, des vendanges ou des moissons...

Mais le conflit s'intensifie, la main d'œuvre civile laissée par la mobilisation s'épuise et on ne peut raisonnablement pas soustraire des hommes du front.

Ce n'est qu'à partir de 1915 qu'on réalise que le conflit s'inscrit dans la durée. La main d'œuvre féminine devient nécessaire, essentielle. Elle est si cruciale que Joffre déclare que « si les femmes, qui travaillent dans les usines, s'arrêtaient 20 minutes, les alliés perdraient la guerre ».

PRÉFECTURE  DE LA MARNE

AUX FEMMES FRANÇAISES

.....

La guerre a été déclenchée par l'Allemagne, malgré les efforts de la France, de la Russie et de l'Angleterre pour maintenir la paix. À l'appel de la Patrie, vos pères, vos fils et vos maris se sont levés en masse et demain ils auront relevé le défi.

Le départ pour l'armée de tous ceux qui peuvent porter les armes laisse les travaux des champs interrompus; la moisson est achevée, le temps des vendanges est proche.

Au nom du Gouvernement de la République, au nom de la Nation, toute entière groupée derrière lui, je fais appel à votre vaillance, à celle des enfants que leur âge seul, et non leur courage, dérobera au combat. Je vous demande de maintenir l'activité des campagnes, de terminer les récoltes de l'année, de préparer celles de l'année prochaine; vous ne pouvez pas rendre à la Patrie un plus grand service. Ce n'est pas pour vous, c'est pour elle que je m'adresse à votre cœur; il faut sauvegarder votre subsistance, l'approvisionnement de ceux qui défendent à la frontière, avec l'indépendance du pays, la Civilisation et le Droit.

Debout donc femmes françaises, jeunes enfants, filles et fils de la Patrie! Remplacez sur le champ du travail ceux qui sont sur les champs de bataille. Préparez-vous à leur montrer demain la terre cultivée, les récoltes rentrées, les champs enssemés. Il n'y a pas dans ces heures graves de labeur infime: tout est grand qui sert le Pays.

Debout, à l'action, au labeur! Il y aura demain de la gloire pour tout le monde.

VIVE LA RÉPUBLIQUE! VIVE LA FRANCE!

Pour le Gouvernement de la République:
Le Président du Conseil des Ministres,
René VIVIANI.



Petite parenthèse : il serait néanmoins faux de croire que les femmes avaient attendu la guerre pour travailler dans les usines ou pour un patron, avant le conflit, on les trouvait déjà dans de nombreuses industries comme, par exemple, l'industrie textile dans le Nord notamment. A Toulon, des femmes conduisaient même le tramway !



Quand on évoque cette période de notre histoire, on pense aux usines Citroën ou Renault, où les femmes étaient obusières, munitionnettes. On en oublierait presque la Pyrotechnie à Toulon, mais que sait-on de ces femmes qui ont travaillé aux Forges et Chantiers de la Méditerranée à La Seyne ?



Il y a la Grande Histoire, celle qui se raconte dans les livres, et il y a la petite histoire, celle que nos anciens ont racontée oralement, lors des veillées ou placée au hasard d'une discussion. De cette histoire, il n'y a que très peu d'archives, pour ainsi dire aucune. C'est comme si tout avait été effacé des mémoires, comme si rien n'avait été écrit. Où sont les archives qui retracent ces années ? Pourtant cet épisode a bien existé ! Des femmes ont bien travaillé dans nos Chantiers de La Seyne !

C'est pour cette raison que je me suis penché sur ces épisodes oubliés, méconnus. C'est de cette Histoire que je veux parler aujourd'hui, alors que le pays s'apprête à célébrer le

centième anniversaire de la Grande Guerre. Une guerre qui a chamboulé beaucoup de choses dans l'esprit des hommes, mais surtout des femmes qui ont appris qu'elles avaient une place, un rôle dans la société.

Qui se souvient de ces femmes qui ont construit, de leurs mains, des wagons de train, des ponts flottants, des guérites ou autres miradors... et même des chars d'assaut, ici-même, à La Seyne.

L'idée d'écrire ce roman mijotait depuis déjà un certain temps avant que je ne mette à l'écriture, et c'est une simple discussion, au détour d'une dédicace, qui a tout déclenché. Un homme parlait d'un de mes précédents romans, et il m'a demandé pourquoi je m'intéressais au passé de notre ville. Je lui avais répondu que c'était pour que ce passé ne tombe pas dans l'oubli. Quand on rasait les Chantiers, mes enfants me demandaient pourquoi on démolissait les maisons, je leur avais alors expliqué que ce n'était pas des maisons, mais qu'ici, autrefois, on construisait des bateaux gigantesques.

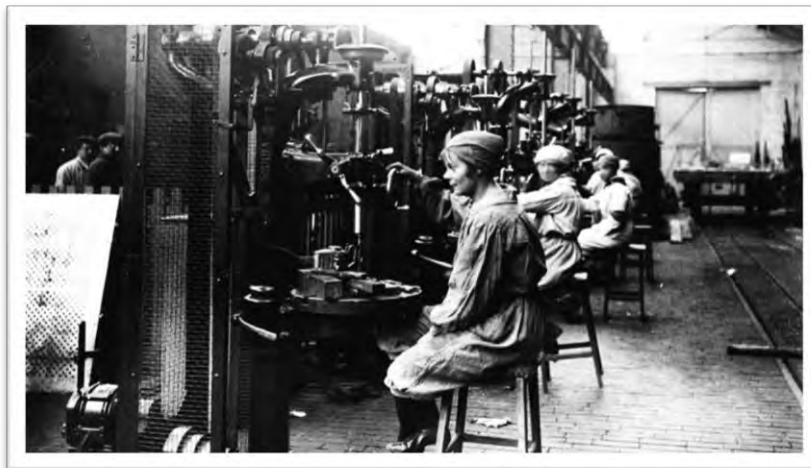
Au fil des rencontres que j'ai pu faire depuis que mon premier livre est sorti, j'ai croisé beaucoup de personnes qui voulaient se confier sur ce que leurs parents, leurs grands-parents avaient vécu. Et une fois, lors d'une dédicace à côté d'Aix en Provence, une femme est venue me parler de sa mère qui travaillait du côté de Toulon dans une usine où l'on fabriquait des obus. Elle m'avait raconté combien sa mère était fière d'avoir participé à cet effort de guerre.



- Elle avait besoin de ce travail parce que dans cette usine, disait-elle. Elle avait l'impression de faire sa guerre ! De se rapprocher de son mari, de son père, de son frère... Elle avait le sentiment d'être utile.

Au fil de mes rencontres, j'ai pu remarquer que pratiquement toutes ces femmes avaient le même langage, les mêmes mots que j'ai résumés à ma façon, en me mettant dans leur peau, à penser comme elles ont certainement pensé, même si souvent, elles ne l'ont pas dit exactement sous cette forme. Cela donnait :

- Chaque obus qui éclate, c'est un boche de moins ! C'est comme une victoire par procuration. C'est un français qu'on venge !



C'est pour cela qu'elles faisaient leur travail aussi consciencieusement qu'un homme, parfois même plus encore, car c'était la vie d'un des leurs qu'elles protégeaient. C'était « leur » guerre.



C'est vrai, au début, on les a regardées de travers, ces femmes qui faisaient des métiers d'hommes, qui s'habillaient comme des hommes, qui reproduisaient leurs gestes et qui finissaient par parler comme les hommes, parce qu'elles vivaient avec eux. Car tous les hommes n'avaient pas été mobilisés, certains avaient été réquisitionnés pour les travaux que les

femmes ne pouvaient pas faire, ou simplement pour contrôler ce qu'elles faisaient.



Comme eux, elles ont commencé par se couper les cheveux et à s'habiller en pantalon, parce que c'était dangereux de s'habiller en femme quand on était devant une machine-outil qui tournait à plus de 1200 tours par minute.

Elles ont dû parfois essayer bien des regards ou des commentaires, souvent de la part de quelques hommes, des planqués, des embusqués, qui avaient eu la chance d'avoir quelqu'un de haut placé pour ne pas aller se battre.

Ce que je raconte dans ce livre à ce sujet est issu de mon imagination, quoi que... Je me souviens d'une dame qui me disait combien sa mère avait peur du regard de ces hommes. Jusqu'au jour où un de ses proches a disparu. Là, son regard a changé, elle ne baissait plus les yeux lorsqu'elle croisait un de ces beaux jeunes hommes, bien habillés, qui n'hésitaient pas à les dévisager, à les aborder aussi, car il y avait bien plus de femmes que d'hommes dans les villes, dans les villages, dans les campagnes.

Elles ont pris de l'assurance, de plus en plus d'assurance. Elles ne se gênaient plus de remballer ces jeunes coqs, de leur jeter leur situation au visage. Le dimanche, elles allaient au café, entre amies, mais surtout entre femmes. Elles n'avaient plus peur de parler de sujets réservés jusque-là aux seuls hommes avant ce conflit. La politique s'invitait dans leurs discussions, en commençant par les salaires, plus bas de 50 à 80%, parce qu'on estimait leur rendement à 80% de celui des hommes dans le meilleur des cas. Elles réalisaient qu'elles étaient capables de faire leur travail, aussi pénible que celui des hommes, puisqu'elles étaient amenées à manipuler des tonnes de métal, en répétant les mêmes gestes dix heures durant, tout en gérant la

famille, ma maison... Alors à travail égal, pourquoi n'avaient-elles pas droit à un salaire égal ? Au moins 90% du salaire d'avant le conflit, comme les hommes avant la guerre, puisque leur salaire avait été amputé de 10% au titre de l'effort de guerre. Pourquoi n'avaient-elles pas le droit de participer à la vie politique du pays ? Pourquoi n'avaient-elles pas le droit de voter ?



Elles étaient souvent enviées, par les femmes qui n'avaient pas « la chance » de travailler comme elles, car leur salaire était toutefois supérieur à celui des couturières, des bugadières, ce qui faisait dire aux mauvaises langues, que certaines d'entre elles n'étaient pas contre un conflit qui dure ! Même si elles n'avaient rien à envier de leur tenue vestimentaire, qu'elles changeaient souvent, à cause des projections d'huile, d'eau, des étincelles de la soudure autogène...



On estime que 250 à 300 femmes travaillaient dans cette période aux Forges et Chantiers de la Méditerranée, ce qui représente 15 à 20% de la main d'œuvre de l'entreprise.

Il y a plusieurs façon d'aborder un sujet à caractère historique, j'ai choisi le roman parce qu'à mes yeux, c'est la meilleure façon de retenir une histoire. Ce sont les personnages qui vous emmènent, à travers leurs aventures, leurs sentiments. Quand on écrit un roman, on croit que c'est l'auteur qui emmène ses personnages au gré de son imagination, mais on s'aperçoit très vite que ce n'est pas le cas. C'est vrai que je crée mes personnages, que je les dote d'un caractère, d'un physique, je les fais parler, je les fais vivre, mais très vite ils finissent par prendre le dessus et ce sont eux qui m'emportent au fil de ce qu'ils ont à dire. Comme ces bugadières autour des lavoirs. Vous savez quel était le surnom des bugadières ? Le parlement des culs en l'air ! Parce que ces femmes autour des lavoirs, parlaient de tout et sans complexe. L'anecdote veut que les sujets abordés autour de ces lavoirs finissaient le soir sur l'oreiller. Le mari écoutait son épouse, et finissait par se dire « qu'elle n'était pas couillon, son histoire ! »

Il en parlait à son tour au bar, où cela prenait une tournure plus... on va dire sérieuse, pour atterrir bien souvent sur le bureau du conseil municipal, qui entérinait ce que les femmes avaient décidé il y a bien longtemps déjà !

C'est sûr qu'on retiendra plus facilement une anecdote rigolote à travers un roman que des pages d'histoire pure et dure d'un livre ou d'un documentaire plus sérieux !

Comme je le disais précédemment, je m'appuie sur toute sorte de supports avant d'écrire un roman. Il y a les archives, municipales ou régionales, parfois nationales car la petite histoire rejoint toujours la grande Histoire. Il y a aussi le hasard des rencontres, où il suffit parfois d'un mot pour allumer une mèche. Mais il y a surtout la mémoire de nos anciens, ce que l'on a connus, ceux qui sont encore là. J'aime écouter nos anciens, ils ont toujours quelque chose d'intéressant à raconter. Dans la plupart de mes romans, j'évoque ce que j'ai connu à travers mes grands-parents, leurs amis, la plupart du temps piémontais. Ils font partie intégrale du livre, ils sont présents dans quasiment chaque page. C'est une sorte d'hommage que je leur rends. Il y a leurs récits, il y a les archives, et le tout forme une histoire.

Quant au décor, je n'ai pas connu les Chantiers autrement que par les photos et cartes postales d'époque, mais j'ai imaginé l'ambiance de ces ateliers en pensant à celui que j'ai connu, je parle de l'atelier de M. Roger MALCOR, une figure seynoise, grand passionné de Panhard ! Chez lui, les machines tournaient dans un entremêlement de longues courroies de cuir qui vrombissaient, je me souviens du sol qui vibrait quand plusieurs machines tournaient en même temps ! L'imagination a fait le reste.

Comme je le disais, il n'y a que très peu d'archives, textes, photos, cependant, j'ai retrouvé un film où le Général ESTIENNE D'ORVES assiste à un essai de char lors d'un franchissement, le 10 décembre 1917, dans la forêt de Janas.¹

J'ai également trouvé un blog qui retrace un morceau d'histoire de la construction de ces chars à La Seyne.

Pour la petite histoire, à la fin de mon roman, j'évoque les chinois venus aider l'effort de guerre en France, dès 1917, au titre du contrat Truptil-Huimin. J'ai retrouvé un film, mais le lien semble cassé.²

« Ce film, tourné entre le 21 février et le 7 mars 1918, montre des travailleurs chinois sous contrat sur le paquebot les amenant en France. Arrivés à Marseille, ils sont photographiés avec un numéro de matricule. Les séquences suivantes se situent sur le chantier naval de La Seyne-sur-Mer (Var).

Pour remplacer les hommes partis au front, la France fait appel à des travailleurs sous contrat. Le 14 mai 1916, les autorités françaises et chinoises concluent un accord pour l'envoi de main-d'œuvre. Entre 1916 et 1918, plus de 140 000 Chinois sont mis au service de l'effort de guerre dans les ports, les compagnies de chemin de fer, les usines d'armement. Les contrats stipulent qu'ils ne "*doivent accomplir aucune tâche militaire* ", mais certains sont envoyés au front fin 1917. A la fin du conflit, les Chinois sont rapatriés – hormis 3 000 d'entre eux, qui forment la première communauté chinoise de France. » (Alexis Munteanu).

Daniel GONZALES.

¹http://www.cnc-aff.fr/internet_cnc/Internet/ARemplir/parcours/EFG1914/pages_FR/215638.html

²http://www.lemonde.fr/1914-1918-90-ans-apres-l-armistice/article/2008/10/23/des-chinois-pour-l-effort-de-guerre_1107322_736535.html#ens_id=1108026

PIERRE RENAUDEL : UN DEPUTE DANS LA GUERRE.

Pierre RENAUDEL, député de la circonscription de La Seyne fut l'un des plus proches amis et collaborateurs de Jean JAURES, le témoin en particulier des derniers instants du député de Carmaux. Le 31 juillet 1914 il était assis à côté de JAURES dans le café du Croissant quand celui-ci fut assassiné par Raoul VILLAIN.

Il fut pendant la Première guerre mondiale, l'une des figures de proue du socialisme français grâce à son élection, à la veille de la guerre, dans la circonscription de La Seyne.



Trois mois à peine s'étaient passés sont passés entre l'élection de RENAUDEL dans le Var et la mort de Jean JAURES en juillet 1914 suivie peu après de la déclaration de guerre à l'Allemagne. Dans ces derniers jours si dramatique de juillet 1914 RENAUDEL est dans sa circonscription. Il tient permanence à La Seyne le 26, un dimanche, s'entretenant avec ses électeurs et dans l'après-midi il est à Bandol où il participe à la réunion de la Ligue des Droits de l'homme dont il sera toujours un membre très actif. Dans la soirée il remonte sur Paris « en raison des événements austro-serbes » selon *Le Petit Var*.

Après l'entrée en guerre le groupe parlementaire, la commission administrative permanente du parti et le conseil d'administration de *L'Humanité* rendent public un manifeste dans lequel ils acceptent l'Union Sacrée que propose le président du Conseil René VIVIANI. Jules GUESDE (ministre d'Etat sans portefeuille) et Marcel SEMBAT (ministre des Travaux Publics) rentrent au gouvernement.



Il faut aussi chercher un successeur à la tête de *L'Humanité*, le quotidien qu'a fondé Jean JAURÈS. Pour succéder à celui qui a été pendant dix ans, l'âme et l'artisan du journal, les socialistes font appel à Pierre RENAUDEL.

La ligne du journal n'est pas différente de celle de la SFIO ou de la CGT : participation à l'Union sacrée et soutien au gouvernement de René VIVIANI. Dès les premiers jours de la guerre, l'accent est mis sur l'agression allemande même si *L'Humanité* insiste sur le fait que la France ne fait pas la guerre au peuple allemand mais à l'impérialisme allemand et au militarisme prussien. La France, selon RENAUDEL fait « la guerre pour la paix ». L'entière responsabilité de la guerre est donc mise au compte de l'Allemagne, la France républicaine défendant selon RENAUDEL, « le droit et la liberté comme les révolutionnaires de 1792 ».

Tandis que la guerre se prolonge, le soutien socialiste à l'Union Sacrée est de plus en plus contesté à l'intérieur même du parti et aussi à l'étranger. LENINE et TROTSKI sont particulièrement sévères. TROTSKI condamne « le chauvinisme le plus échevelé » des articles d'Edouard VAILLANT dans *L'Humanité* et accuse RENAUDEL d'être « un grand maître des petites causes ».



LENINE



TROTSKI

Du 5 au 8 septembre 1915, se réunit dans la localité suisse de Zimmerwald une conférence socialiste internationale qui est la première réunion générale des socialistes depuis le commencement de la guerre. Elle réunit 38 délégués de différents partis d'Europe en opposition avec les partis officiels comme le SPD ou la SFIO qui soutiennent l'entrée en guerre de leur pays respectifs.



Ni le SPD ni la SFIO n'ont été invités du fait de l'appui apporté à la politique de leur gouvernement. Ainsi en juillet, le conseil national de la SFIO sous l'autorité de RENAUEDEL s'est prononcé pour la continuation de la guerre contre l'impérialisme militariste allemand jusqu'à la victoire.

La conférence condamne la guerre au nom de l'internationalisme prolétarien. Dans le manifeste rédigé par Léon TROTSKI à l'issue de la conférence on peut lire :

« Quels que soient les responsables immédiats du déchaînement de cette guerre une chose est certaine : la guerre qui a provoqué tout ce chaos est le produit de l'impérialisme ».

Après la publication du manifeste rédigé à Zimmerwald, RENAUEDEL répond dans un éditorial de *L'Humanité* sous le titre : « Ni la mort de l'Internationale ni la paix de Zimmerwald ». Il ne fait aucune concession à ceux qui s'opposent à la guerre :

« Gouvernements monarchiques ou républicains, également responsables dit le manifeste. Non ! Non ! Les démocraties sont pacifistes, on leur reproche assez pour qu'elles le revendiquent avec fierté. Mais si elles sont attaquées, il faut que l'un des deux principes en présence triomphe. Ce n'est plus seulement l'avenir concurrent des races qui se joue. C'est bien, en effet la liberté du monde, l'avenir de l'humanité dans une évolution tranquille et sereine.



Pierre BRIZON

Les opposants socialistes à la guerre n'en gagnent pas moins du terrain. L'année suivante, une seconde conférence des socialistes hostiles à la guerre se réunit à Kienthal, toujours en Suisse.

Elle a lieu à la fin avril 1916. Elle appelle à une paix immédiate, sans indemnités ni annexion. Une minorité emmenée par Lénine demande la « transformation de la « guerre impérialiste » en « guerre révolutionnaire » et la fondation d'une nouvelle Internationale. 44 délégués sont présents dont trois députés français qui ont statut d'observateur non mandatés. C'est l'un d'entre eux, Pierre BRIZON, député de l'Allier, qui est désigné à l'unanimité pour rédiger le manifeste de la conférence.

Le manifeste se termine par ces phrases :

«Peuples qu'on ruine et qu'on tue, debout contre la guerre ! Courage ! N'oubliez pas que vous êtes le nombre et que vous pourriez être la force. A bas la guerre ! Vive la paix- la paix immédiate et sans annexions ! Vive le socialisme international ! ».

Ces trois députés, Pierre BRIZON (député de l'Allier), Alexandre BLANC (député du Vaucluse, et varois de naissance étant né à Comps la Source), Jean-Pierre RAFFIN-DUEGENS (député de l'Isère) refuseront le 26 juin 1916 de voter les crédits de guerre, rompant de fait l'Union Sacrée.

En août au conseil national de la SFIO la majorité autour de RENAUDEL repousse « le dangereux divisionnisme de Zimmerwald et Kienthal ». En décembre, cependant, sur l'injonction du parti, GUESDE et SEMBAT quittent le gouvernement et au XIII^e Congrès du parti, du 24 au 29 décembre à Paris, les majoritaires conduits par Pierre RENAUDEL n'obtiennent que 53% des mandats tandis que la tendance autour de Jean LONGUET faisant des réserves sur la défense nationale et réclamant une conférence internationale obtient elle 37% et les zimmerwaldiens avec Fernand LORiot 8%.

L'année 1917 est marquée par la révolution russe et le 17 mars *L'Humanité* titre : « La Révolution triomphe en Russie.

L'ancien régime s'écroule sous la poussée de toutes les forces nationales ».



KERENSKI

En juillet le journal approuve le « magnifique ordre du jour » de KERENSKI aux troupes russes pour qu'elles repartent à l'offensive et se réjouit du refus du leader russe d'une paix séparée. Sur le plan intérieur, le XIV^e Congrès SFIO qui se tient du 6 au 9 octobre à Bordeaux réaffirme à la majorité son soutien à la politique de défense nationale mais sans participation ministérielle.

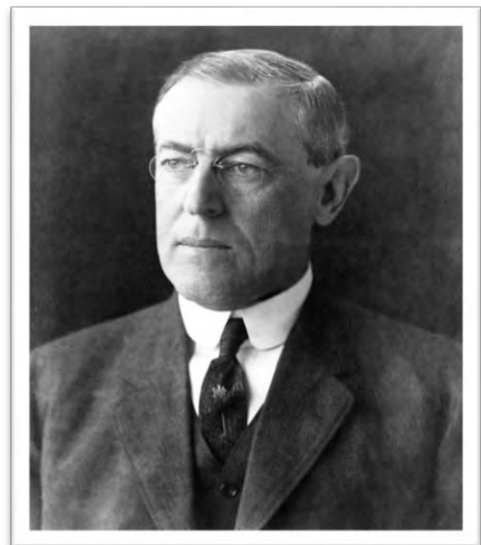
Si Renaudel témoigne d'abord de la sympathie à la révolution russe et à KERENSKI, la prise de pouvoir par les bolcheviks en octobre est nettement moins bien accueillie, *L'Humanité* titrant : « Un coup d'Etat en Russie. Les maximalistes maîtres de Petrograd. KERENSKI déposé ».

L'inquiétude des dirigeants de *L'Humanité* est celui d'une paix immédiate qui serait le fruit, selon le journal de « toutes les surenchères qu'une masse ignorante accueille sans discernement ».

Une grande place est accordée dans *L'Humanité* au déroulement de la Révolution russe et en particulier la résistance au gouvernement bolchevique, résistance que RENAUDEL compare aux forces démocratiques de la Révolution française.

Renaudel accueille par contre avec enthousiasme le programme en 14 points du Président américain WILSON pour mettre fin à la guerre.

Il pose dans un éditorial de fin janvier 1918 l'équation : « WILSON = JAURES ».

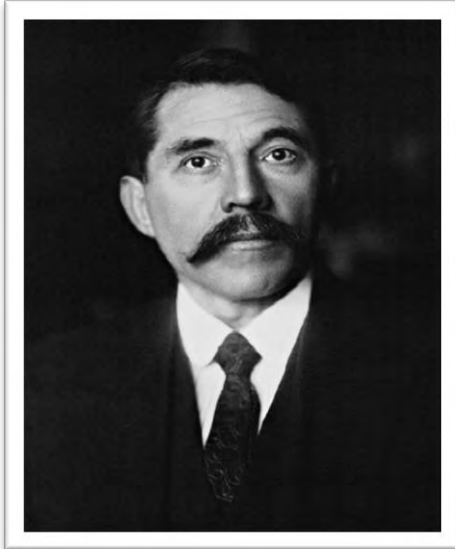


Woodrow WILSON

Comme *L'Humanité*, il fait le meilleur accueil à KERENSKI qui s'est enfuit de Russie et a réussi au printemps 1918 à rejoindre Paris.

La révolution russe a de profondes répercussions sur la SFIO : en juillet 1918, la réunion du Conseil National du parti voit la victoire des minoritaires de Jean LONGUET contre une motion présentée par RENAUDEL au nom des majoritaires. Non seulement le vote des crédits militaires est rejeté mais aussi toute intervention des Alliés en Russie.

Cette victoire est confirmée lors du congrès national en octobre les ex-minoritaires triomphent encore sur les partisans de RENAUDEL et ceux de Marcel SEMBAT et de Léon BLUM qui défendaient une position intermédiaire entre celles de LONGUET et de RENAUDEL.



Ce dernier est remplacé à la tête de *L'Humanité* par Marcel CACHIN (qui restera directeur du journal jusqu'à sa mort en 1958).

Minoritaire au congrès de Paris en 1918, Pierre RENAUDEL est de nouveau battu lors des élections législatives de novembre 1919, les premières de l'après-guerre. Cette fois le scrutin d'arrondissement a disparu au profit d'une liste bloquée. Aux candidats SFIO s'oppose le Bloc Républicain qui se réclame de CLEMENCEAU.

Marcel CACHIN

Le manifeste du Bloc alerte les électeurs sur les événements en Russie, et accuse le parti socialiste de faire sienne la cause du Bolchevisme. Les résultats donnent une victoire très large au Bloc Républicain clémenciste.

Le congrès socialiste de la fin février 1920 qui se déroule à Strasbourg confirme la désaffection du parti vis-à-vis de RENAUDEL. Le congrès décide à une très large majorité, contre

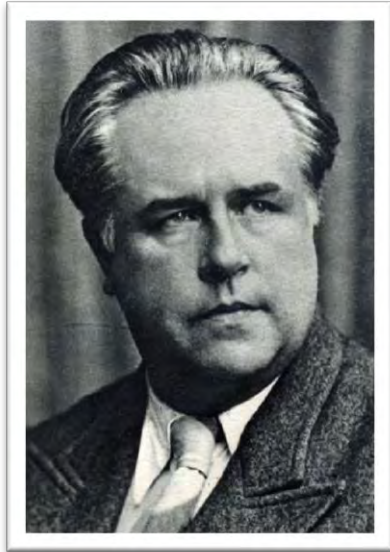


une motion RENAUDEL, la rupture avec la II^e Internationale et l'envoi à Moscou de Marcel CACHIN et Ludovic-Oscar FROSSARD.

L'année suivante le congrès de Tours en décembre voit la scission de la SFIO et la création du Parti Communiste. RENAUDEL qui participe au congrès se retrouve avec Léon BLUM à garder les clefs de « la vieille maison ». Il est encore une fois dans la minorité.

En tout début d'année les militants socialistes du Nord avaient proposé à RENAUDEL de se présenter à une élection partielle. Ce dernier avait préféré « attendre patiemment l'heure de la revanche » et rester fidèle au Var.

Ludovic-Oscar FROSSARD



Les derniers mois de la première guerre mondiale et les premières années de l'après-guerre sont donc très difficiles pour le chef des socialistes varois. Il a été remplacé à la tête de *L'Humanité*, il a perdu sa circonscription électorale, il est devenu minoritaire au sein de son parti et a dû assister à sa scission.

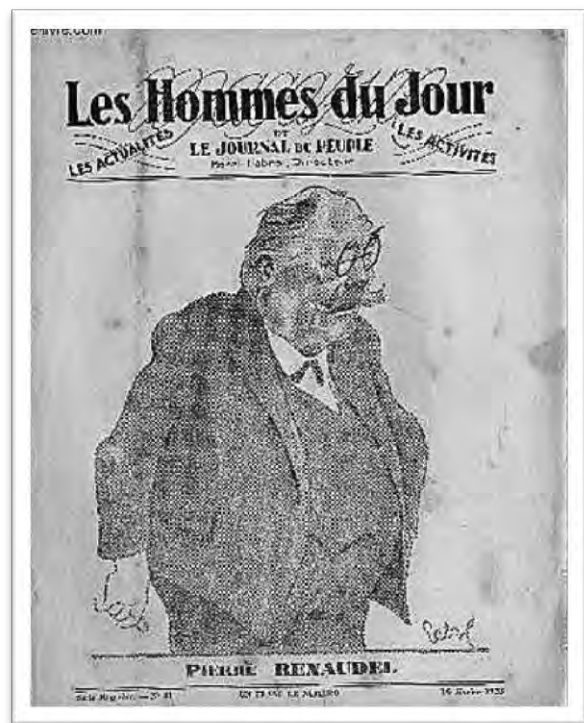
Quelques mois avant le Congrès de Tours, RENAUDEL avait écrit dans un article de *L'Humanité* « qu'entre LENINE et JAURES, il faut choisir » ce qui lui avait valu une réplique cinglante de Paul VAILLANT-COUTURIER, à cette date député SFIO de Paris, lui disant qu'on ne choisit pas, et qu'on n'a pas à faire parler les morts et affirmant que RENAUDEL était en quelque sorte mort en 1914.

Paul VAILLANT-COUTURIER

Ce trait polémique est loin d'être vrai mais dans une certaine mesure recouvre une part de réalité de ce que fut la carrière politique de RENAUDEL. Si après-guerre, il retrouva jusqu'à sa mort en 1935 le siège de député de La Seyne, il n'allait plus jouer dans la vie politique nationale le rôle qui fut le sien pendant la Grande guerre, rôle qui allait être rempli après le Congrès de Tour par Léon BLUM qui allait, après JAURES, s'imposer comme la grande figure du socialisme français.



Léon BLUM



Bernard SASSO.

LE CARNET

Nos Félicitations.

- Caroline DI LORENZO-KAS, petite-fille du Docteur Georges RICHARD et fille d'Annick RICHARD, a soutenu sa thèse de médecine comme généraliste, le 22 mai 2014, à l'Université de Bordeaux, avec mention très honorable. Quelle grande joie pour sa maman et son grand-père !

Nos peines.

- Madame Janine FLORENS épouse SCANNAPIECO, décédée le 6 juillet 2014, dont les obsèques ont eu lieu le 10 juillet 2014. Son grand âge l'avait éloigné de notre association.
- Monsieur Jean BRACCO, décédé le 9 juillet 2014, dont les obsèques ont eu lieu le 15 juillet 2014.
Jean BRACCO, membre de notre Société depuis plus de vingt ans, Vice-Président de 1994-1995 à 2008-2009, poète, membre associé de l'Académie du Var.
- Monsieur André BLANC, décédé le 15 juillet 2014, dont les obsèques ont eu lieu le 18 juillet 2014.
André BLANC, membre de notre Société depuis plus de trente-cinq ans, Vice-Président de 1995-1996 à 2010-2011, Vice-Président d'honneur depuis 2011, directeur de la du bulletin mensuel « *Le Filet du pêcheur* » de 1995 à 2006.
- Monsieur André DELBREIL, décédé le 27 septembre 2014, dont les obsèques ont eu lieu le 1^{er} octobre 2014.

Nous renouvelons nos condoléances aux familles éprouvées. Nous vous prions de bien vouloir nous excuser de certains oublis, si tel était le cas, les nouvelles ne nous arrivant pas quelquefois.

BULLETIN D'ADHESION ET D'ABONNEMENT 2013-2014

Adhésion à la Société des Amis de la Seyne, sans abonnement au Bulletin :	8 €
Abonnement au Bulletin, " <i>Le Filet du pêcheur</i> ":	12 €
Adhésion avec abonnement au Bulletin, membre actif de la Société :	20 €

Montant à verser :

- **Par chèque** à l'ordre de : "**Les Amis de La Seyne Ancienne et Moderne**".
- Exceptionnellement en espèces, lors des réunions ou conférences.

Le chèque accompagné du bulletin d'adhésion est à adresser à :

Madame Chantal DI SAVINO

Les Bosquet de Fabrégas - n°14, 527 chemin de Mar-Vivo aux deux chênes – 83500 La Seyne-sur-Mer.

NOM.....	Prénoms.....
Adresse.....	
Tél.....	Adresse électronique.....

N.B. L'adhésion couvre la période du 1^{er} octobre au 30 septembre.



**Inauguration de
l'Exposition
Maison du
patrimoine
12 septembre 2014**



Conférences du 15 septembre 2014

